

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1946

25 juillet 2014

SOMMAIRE

ABC Legacy Fund	93408	Golden Gate S.A.	93367
AC. Bim S.A.	93408	Golden Peak	93365
AD Corporate Services S.à.r.l.	93408	Greenfell Properties S.à r.l.	93364
Agihold S.A.	93363	Grosvenor Investments (Portugal) S.à.r.l.	93364
agri.capital Luxembourg S.à r.l.	93366	Groupe Dynamite Inc. Luxembourg Branch / Groupe Dynamite Inc. Succursale de Luxembourg	93362
Albaach Consult S.à r.l.	93370	Harkand Luxembourg Holdings	93368
AllStar Europe S.A.	93368	Harobeka S.A.	93369
Angelus Investments S.à r.l.	93366	H.B.H. S.A.	93367
e-tech S.à r.l.	93370	HC MERTES-GONCALVES Succession Anc. Ets. HOLCHER ET CONZEMIUS	93365
European Sovereign Bond Investment Facility	93367	Heerema Group Services S.A.	93369
GACEREF Luxco Austria/Belgium S.à r.l.	93364	Heerema Group Services S.A.	93370
GACEREF Luxco Germany S.à r.l.	93370	Hime Holding 1 S.A.	93369
GACEREF Luxco Netherlands S.à r.l.	93371	H - Junglinster	93364
GB Aero Holding S.à r.l.	93365	HOFFMANN-THILL Léon Sarl	93363
GE Investment GmbH	93365	Hoffmann - Thill Noma S.à r.l.	93368
GFI Group Services Lux Limited	93365	Holdertrade Ltd & Cie S.N.C.	93368
GIGA Gesellschaft für Industrie- und Gebäudeautomatisation S.A.	93366	Husky Injection Molding Systems	93368
Gilmour Holdings S.à r.l.	93362	IK VII Co-Invest A S.à r.l.	93369
Global Retail Group	93362	Indira Properties S.à r.l.	93370
Global Retail Group	93362	Innova Inc. S.A.	93366
Global Retail Group	93363	Wolverine Holdings, S.à r.l.	93371
Global Value & Growth	93367		
Goethe P S.à r.l.	93363		

Gilmour Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 167.249.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Ces comptes remplacent les comptes précédemment déposée: numéro de référence L140061309 déposée le 14/04/2014

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014072163/13.

(140084262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Global Retail Group, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 76, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 142.260.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2014.

Référence de publication: 2014072165/10.

(140085105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Global Retail Group, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 76, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 142.260.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2014.

Référence de publication: 2014072166/10.

(140085217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Groupe Dynamite Inc. Luxembourg Branch / Groupe Dynamite Inc. Succursale de Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 153.186.

Il résulte des résolutions prises par le conseil d'administration de Groupe Dynamite Inc. (the «Corporation») en date du 14 avril 2014 qu'il a été décidé à l'unanimité:

- d'accepter la démission de Mademoiselle Florence Rao en tant que représentant permanent de la Succursale de la Société avec effet au 14 avril 2014; et

- de nommer en remplacement du représentant permanent démissionnaire de la succursale avec effet immédiat au 14 avril 2014 et pour une durée illimitée, Monsieur Christiaan van Arkel, né le 21 mars 1973 à Bangkok, Thaïlande, ayant son adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2014.

Pour extrait sincère et conforme

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Signataire autorisé

Référence de publication: 2014072173/21.

(140084965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Global Retail Group, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 76, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 142.260.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 mai 2014.

Référence de publication: 2014072167/10.

(140085218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Goethe P S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 502.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 158.831.

I. La dénomination de l'associé Apollo European Real Estate Fund III LP, avec siège social au 2711, Centerville Road, 19808 Wilmington, États-Unis, a changé et est désormais Ares European Real Estate Fund III, L.P.;

II. La dénomination de l'associé Apollo European Real Estate Fund III (Euro) LP, avec siège social au 2, Manhattanville Road, 10577 Purchase, États-Unis, a changé et est désormais Ares European Real Estate Fund III (Euro), L.P.;

III. Par résolutions signées date du 13 mai 2014, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de John Hopkins, avec adresse au 1, Knightsbridge, SW1X 7LX Londres, Royaume-Uni, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Ian Gear, avec adresse au 1, Knightsbridge, SW1X 7LX London, Royaume-Uni, de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mai 2014.

Référence de publication: 2014072169/19.

(140084619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Agihold S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 232, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 129.332.

EXTRAIT

L'assemblée note le changement d'adresse de Monsieur Patrick Bahadourian, administrateur A, domicilié au 33 chemin Pré-Langard, CH-1223 Cologny.

L'assemblée note le changement d'adresse du commissaire aux comptes Chester & Jones au 14 rue Bernard Haal, L-1711 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2014073528/14.

(140086607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2014.

HOFFMANN-THILL Léon Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7520 Mersch, 6, rue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 40.795.

Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société A.H.T. S.A. du 10 décembre 2013

Ancien associé: HOTILUX S.A., RCSL B 40798

Nouvel associé: A.H.T. S.A., RCSL B 40797, siège social Centre Marisca, L - 7560 Mersch pour 1.440 parts sociales
Junglinster, le 16 mai 2014. Paul LAPLUME.

Référence de publication: 2014072215/11.

(140084555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Greenfell Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 132.578.

—
Extrait des décisions prises par l'associé unique de la Société du 19 mai 2014

Le 19 mai 2014, l'associé unique de Greenfell Properties S. à r.l. a pris les résolutions suivantes:

- D'accepter la démission de Mme Christelle Ferry en qualité de Gérant de la Société avec effet au 12 mai 2014;
- De nommer Mme Séverine Canova, ayant son adresse professionnelle au 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en qualité de Gérant de la Société avec effet au 12 mai 2014 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 20 mai 2014.

Xavier De Cillia

Gérant

Référence de publication: 2014072171/15.

(140085120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Grosvenor Investments (Portugal) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 123.028.300,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 60.936.

—
EXTRAIT

Il convient de prendre note que Euro Porto S.à r.l., associé de la Société, a désormais son siège social au 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2014.

Référence de publication: 2014072172/13.

(140085197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

GACEREF Luxco Austria/Belgium S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 159.026.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2014.

Référence de publication: 2014072175/10.

(140085101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

H - Junglinster, Société Anonyme.

Siège social: L-6131 Junglinster, Zone Artisanale et Commerciale.
R.C.S. Luxembourg B 131.804.

—
Der konsolidierte Jahresabschluss zum 30. Juni 2013 der GLOBUS Holding GmbH & Co. KG und der diesen Jahresabschluss betreffende Bericht des Wirtschaftsprüfers wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Die Mutter des Hauptgesellschafters gibt eine Garantie ab für die Verpflichtungen der Tochtergesellschaft H-Junglinster S.A.

Alle Gesellschafter erklären, dass ausschließlich der konsolidierte Jahresabschluss und der konsolidierte Prüfungsbericht des Hauptgesellschafters veröffentlicht wird.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

St. Wendel, den 07. Oktober 2013.

Référence de publication: 2014072195/16.

(140084781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

GB Aero Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 162.860.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22/05/2014.
Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014072180/11.

(140085086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

GE Investment GmbH, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 179.972.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014072181/9.

(140084948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

GFI Group Services Lux Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 153.207.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2014.

Référence de publication: 2014072182/10.

(140084826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Golden Peak, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 139.914.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2014.

Pour GOLDEN PEAK

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2014072191/13.

(140084886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

HC MERTES-GONCALVES Succession Anc. Ets. HOLCHER ET CONZEMIUS, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4823 Rodange, 24, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 88.982.

Les comptes annuels du 01/01/2013 au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014072204/11.

(140085162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

GIGA Gesellschaft für Industrie- und Gebäudeautomatisation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5612 Mondorf-les-Bains, 62, avenue François Clement.
R.C.S. Luxembourg B 151.169.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22/05/2014.

G.T. Experts Comptables Sarl
Luxembourg

Référence de publication: 2014072184/12.

(140084947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Angelus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 137.971.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mai 2014.

Référence de publication: 2014073516/11.

(140086783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2014.

agri.capital Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 28.375,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 140.384.

Monsieur Michel RAFFOUL a démissionné de son mandat de gérant de classe A2 de la Société avec effet au 30 avril 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mai 2014.

agri.capital Luxembourg S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2014073499/14.

(140086351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2014.

Innova Inc. S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 156.256.

Extrait des résolutions adoptées par les actionnaires de la société tenue en date du 11 avril 2014:

1. Renouvellement du mandat d'administrateur de Christian Tailleur, Keimpe Reitsma et James Body jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2015.

2. Renouvellement du mandat de commissaire de TSM Services (Luxembourg) S.à r.l. jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2015.

Luxembourg, le 28 avril 2014.

Pour extrait conforme
Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2014072232/17.

(140084362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Global Value & Growth, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, Place de la Gare, Centre Europe.

R.C.S. Luxembourg B 148.922.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014072189/9.

(140084365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Golden Gate S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 51.143.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014072190/10.

(140084809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

H.B.H. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 16, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 29.648.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 20 mai 2014

Suite à la démission de Monsieur Thierry ELVINGER, l'assemblée générale décide à l'unanimité de nommer la société HEADSTART MANAGEMENT SERVICES SARL avec siège social au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, inscrite au RCS Luxembourg sous le numéro B155181, en tant que commissaire aux comptes pour une durée de 4 ans, de sorte que ce mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Référence de publication: 2014072194/12.

(140084336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

European Sovereign Bond Investment Facility, Société Anonyme.

Siège social: L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

R.C.S. Luxembourg B 166.389.

Il résulte des résolutions de la réunion du conseil d'administration de la Société prises le 21 mai 2014 que les administrateurs ont décidé:

- de prendre note de la démission de M. Georges Heinrich, de son poste d'administrateur de la Société avec effet immédiat; et

- de coopter, M. Märten Ross, né le 26 juillet 1971 à Tallinn, Estonie, ayant son adresse professionnelle au 1 Suur-Ameerika, 15006 Tallinn, Estonie, en tant qu'administrateur de la Société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2014.

En conséquence, le conseil d'administration de la Société est, au 21 mai 2014, constitué des personnes suivantes:

- M. Klaus Regling
- M. Christophe Frankel
- M. Rolf Strauch
- M. Ralf Jansen
- M. Kalin Anev; et
- M. Märten Ross.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 mai 2014.

Référence de publication: 2014072100/23.

(140085088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Harkand Luxembourg Holdings, Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.175,25.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 162.060.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mai 2014.

Référence de publication: 2014072197/10.

(140084648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Holdertrade Ltd & Cie S.N.C., Société en nom collectif.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 21, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 112.337.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2014.

Référence de publication: 2014072198/10.

(140084778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Husky Injection Molding Systems, Société Anonyme.

Siège social: L-3451 Dudelange, Zone Industrielle Riedgen.

R.C.S. Luxembourg B 21.683.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 18 décembre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 20 janvier 2014.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2014073449/13.

(140084502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

AllStar Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 139.939.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014073511/10.

(140086450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2014.

Hoffmann - Thill Noma S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1221 Luxembourg, 233-241, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 83.898.

Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société A.H.T. S.A. du 10 décembre 2013

Ancien associé: HOTILUX S.A., RCSL B 40798

Nouvel associé: A.H.T. S.A., RCSL B 40797, siège social Centre Marisca, L - 7560 Mersch pour 900 parts sociales

Junglinster, le 16 mai 2014.

Paul LAPLUME.

Référence de publication: 2014072213/11.

(140084557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Harobeka S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 154.691.

Die Konten zum 31.12.2013 wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014072203/9.
(140084528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Heerema Group Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31-33, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 105.438.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014072206/9.
(140084774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Hime Holding 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 180.630.

Extract of the circular resolutions of the board of directors

The Board of Directors acknowledges the resignation of Mr Richard Dorman as from May 13, 2014.
The Board of Directors decides to appoint with effect May 16, 2014, Mr Dan Schweizer (born on January 18, 1966 in Haifa (Israel) with professional address on Junghofstrasse 22, D-60311 Frankfurt am Main, (Germany) a provisional basis as Director until the next General Meeting of Shareholders to be held in 2014.

Version française

Le Conseil d'Administration prend connaissance de la démission de M. Richard Dorman à partir du 13 mai 2014.
Le Conseil d'Administration décide de nommer, avec effet au 16 mai 2014, M. Dan Schweizer (né le 18 Janvier 1966 à Haïfa (Israël) avec adresse professionnelle au Junghofstrasse 22, D-60311 Frankfurt am Main, (Allemagne) à titre provisoire en tant qu'Administrateur jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2014.

Pour copie certifiée conforme
FIDUPAR
Signatures
Mandataire

Référence de publication: 2014072208/21.
(140085160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

IK VII Co-Invest A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 167.454.

Il résulte du transfert de parts sociales du 30 avril 2014 que l'associé, Dan Soudry, a décidé de transférer, avec effet au 30 avril 2014, 1.543.210 parts sociales à la société International Kapital Investment Partners S.à r.l., ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162.242.

Luxembourg, le 22 mai 2014.
Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2014072248/15.
(140084737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

GACEREF Luxco Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 159.028.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2014

Référence de publication: 2014072177/10.

(140085099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

e-tech S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8522 Beckerich, 6, Jos Seyler Stroos.

R.C.S. Luxembourg B 93.410.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014073502/9.

(140087197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2014.

Albaach Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 177.738.

Les comptes consolidés de la société AG Insurance SA/NV au 31 décembre 2013, reprenant les comptes annuels de Albaach Consult S.à r.l., ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014073508/10.

(140086936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2014.

Indira Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 180.652.

Extrait des décisions prises par l'associé unique de la Société du 19 mai 2014

Le 19 mai 2014, l'associé unique de Indira Properties S. à r.l. a pris les résolutions suivantes:

- D'accepter la démission de Mme Christelle Ferry en qualité de Gérant de la Société avec effet au 12 mai 2014;
- De nommer Mme Séverine Canova, ayant son adresse professionnelle au 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en qualité de Gérant de la Société avec effet au 12 mai 2014 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 20 mai 2014.

Xavier De Cillia

Gérant

Référence de publication: 2014072230/15.

(140085124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Heerema Group Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31-33, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 105.438.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014072207/9.

(140084942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

GACEREF Luxco Netherlands S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 159.027.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 mai 2014.

Référence de publication: 2014072178/10.

(140085096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Wolverine Holdings, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 184.784.

In the year two thousand and fourteen, on the fifteenth day of the month of July.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared,

by virtue of a proxy dated 11 July 2014 (to remain attached to the present deed), Me Maryline Esteves, maître en droit, professionally residing in the Grand Duchy of Luxembourg, on behalf of TPG VI Wolverine, LP, a limited partnership existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglend House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Register of the Cayman Islands under number MC-74092, being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Wolverine Holdings, S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Eugène Ruppert, L- 2453 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 184784, incorporated as a société à responsabilité limitée by deed of the undersigned notary on 12th February 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C"), number 1120 of 3rd May 2014 (the "Company").

The articles of association of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 14th March 2014, published in the Mémorial C, number 1422, of 3rd June 2014.

The appearing person declared and requested the notary to record that:

I. The Sole Shareholder holds all the one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares in issue in the Company, so that decisions can validly be taken on all items of the agenda.

II. The items on which resolutions are to be passed are as follows:

1. Transfer of the registered office, the central administration and centre of main interests of the Company from Luxembourg to Bermuda and the consequential change of nationality of the Company, the migration and the change of nationality of the Company effective as from the registration of the Company with the Registrar of Companies in Hamilton, Bermuda (the "Effective Date"), and acknowledgement that as a consequence thereof, the Company shall from the Effective Date become an exempted limited liability company governed by and subject to the laws of Bermuda in continuation of its legal existence and without liquidation (the "Migration");

2. Upon the Effective Date, change of the corporate name of the Company to "TWG Holdings Limited" and transformation of the Company into a Bermuda exempted limited liability company under the laws of Bermuda and adoption of the following constitutional documents in compliance with Bermuda law in the form attached to the power of attorney given by the Sole Shareholder (the "Constitutional Documents") in lieu to the existing articles of association of the Company:

i. Memorandum of Continuance which includes the change of share capital of the Company which is currently Euro12,500 divided into 1,250,000 shares of Euro0.01 each to US\$100 divided into 100 shares of US\$1 each; and

ii. Bye-Laws.

3. Acknowledgment and acceptance of the resignation of the current managers of the Company as of the Effective Date and discharge for the performance of their duties until the Effective Date;

4. Upon the Effective Date, appointment of the sole director of the Company being Mr Ronald Cami, as well as officers namely Mr Clive Denis Bode, Mr David Bonderman, Mr Ronald Cami, Mr James George Coulter, Mr David Craig Reintjes, Mr John Edward Viola, Mr Steven Andrew Willmann and Appleby Services (Bermuda) Ltd. as secretary of the Company in compliance with the laws of Bermuda until the next annual general meeting of the Company or until the appointment is terminated in accordance with the Bye-Laws of the Company;

5. Instruction to any member of the board of managers of the Company in office at the relevant time and to any authorised signatory of Appleby (Bermuda) Limited (each an "Attorney"), each of them acting individually, with full power of substitution, to take the appropriate steps, accomplish all necessary formalities and sign any documents required under Bermuda law and apply on the Company's behalf, to the Bermuda Registrar of Companies and the Bermuda Monetary Authority for approval of the Migration and instruction to any Attorney, each of them acting individually, with full power of substitution, to take all actions and do such things as are necessary for the resolutions to be adopted on the above agenda items to be implemented (including, where appropriate, amendments that could be made to the Constitutional Documents in the form attached to the proxy), and to execute any such document (including any notarial deeds) required under the above resolutions and in particular to render the Migration effective and enforceable towards third parties including the occurrence of the Effective Date duly acknowledged in front of a public notary of his choice in Luxembourg, if required.

6. Miscellaneous.

III. The contemplated Migration without a prior liquidation may be validly passed under the laws of this country provided the migration is accepted by the law of the country of destination. According to advice obtained from Bermuda lawyers, the law of Bermuda does accept such a migration.

Thereafter the following decisions were taken:

First resolution

It was decided to transfer the registered office, the central administration and centre of main interests of the Company from 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg to Bermuda, Canon's Court, 22 Victoria Street, Hamilton HM 12, Bermuda and as a consequence to change the nationality of the Company, the migration and the change of nationality of the Company effective as from the registration of the Company with the Registrar of Companies in Hamilton, Bermuda (the "Effective Date").

It was acknowledged that as a consequence of the migration, the Company shall, as from the Effective Date become an exempted liability company governed by and subject to the laws of Bermuda in continuation of its legal existence and without liquidation (the "Migration"). As a result, among other things, the current accounting year of the Company started on 12th February 2014 shall regularly terminate on 31st December 2014.

The transfer of registered office of the Company to Bermuda will not result in either fiscally, or legally, the formation of a new company, or prejudice or affect the continuity of the Company. This resolution is taken in compliance with the laws of Bermuda.

The undersigned notary declares having no knowledge at all of Bermuda law and does not assume any liability or responsibility whatsoever concerning the legal or practical feasibility of the present operation, or its effects under Bermuda law.

Second resolution

It was decided that upon the Effective Date, the Company shall change its corporate name to "TWG Holdings Limited" and transform into a Bermuda exempted limited liability company under the laws of Bermuda and be governed by the Constitutional Documents in the form attached to the power of attorney given by the Sole Shareholder compliant with the laws of Bermuda (it being understood that the formalities provided by the laws of Bermuda in order to adopt the Constitutional Documents shall be accomplished):

MEMORANDUM OF CONTINUANCE OF TWG Holdings Limited (hereinafter referred to as "the Company")

1. The liability of the members of the Company is limited to the amount (if any) for the time being unpaid on the shares respectively held by them.

2. The Company is an exempted company as defined by the Companies Act 1981.

3. The authorised share capital of the Company is US\$100 divided into 100 shares of US\$1 each.

4. The Company, with the consent of the Minister of Finance, has power to hold land situate in Bermuda not exceeding in all, including the following parcels:-

Not applicable

The Company shall not have power to hold land situated in Bermuda.

5. Details of Incorporation: The Company was incorporated in Luxembourg on 12 February 2014 under the name "Wolverine Holdings S.ar.l".

6. The objects of the Company from the date of continuance are unrestricted and the Company has the capacity rights, powers and privileges:

(i) of a natural person;

(ii) subject to the provisions of Section 42 of the Companies Act 1981, to issue preference shares which at the option of the holders thereof are to be liable to be redeemed;

(iii) to purchase its own shares in accordance with the provisions of Section 42A of the Companies Act 1981; and

(iv) to acquire its own shares to be held as treasury shares in accordance with the provisions of Section 42B of the Companies Act 1981.

BYE-LAWS OF TWG HOLDINGS LIMITED

Interpretation

1. Definitions and interpretation.

1.1 In these Bye-Laws, unless the context otherwise requires:

Alternate Director: means an alternate Director appointed to the Board as provided for in these Bye-Laws;

Auditor: means the person or firm for the time being appointed as auditor of the Company;

Bermuda: means the Islands of Bermuda;

Board: means the Directors of the Company appointed or elected pursuant to these Bye-Laws and acting by resolution as provided for in the Companies Acts and in these Bye-Laws or the Directors present at a meeting of Directors at which there is a quorum;

Companies Acts: means every Bermuda statute from time to time in force concerning companies insofar as the same applies to the Company;

Company: means TWG Holdings Limited, a company incorporated in Luxembourg on 12 February 2014 under the name "Wolverine Holdings S.ar.l" and continued into Bermuda on 15 July 2014.

Director: means such person or persons appointed or elected to the Board from time to time pursuant to these Bye-Laws and includes an Alternate Director;

Indemnified Person: means any Director, Officer, Resident Representative, member of a committee duly constituted under these Bye-Laws and any liquidator, manager or trustee for the time being acting in relation to the affairs of the Company, and his heirs, executors and administrators;

Officer: means a person appointed by the Board pursuant to these Bye-Laws but shall not include the Auditor;

paid up: means paid up or credited as paid up;

Register: means the Register of Shareholders of the Company maintained by the Company in Bermuda;

Registered Office: means the registered office of the Company which shall be at such place in Bermuda as the Board shall from time to time determine;

Resident Representative: means (if any) the individual or the company appointed to perform the duties of resident representative set out in the Companies Acts and includes any assistant or deputy Resident Representative appointed by the Board to perform any of the duties of the Resident Representative;

Resolution: means a resolution of the Shareholders passed in a general meeting or, where required, of a separate class or separate classes of shareholders passed in a separate general meeting or in either case adopted by resolution in writing, in accordance with the provisions of these Bye-Laws;

Seal: means the common seal of the Company and includes any authorised duplicate thereof;

Secretary: means the individual or the company appointed by the Board to perform any of the duties of the Secretary and includes a temporary or assistant or deputy Secretary;

share: means share in the capital of the Company and includes a fraction of a share;

Shareholder: means a shareholder or member of the Company provided that for the purposes of Bye-Law 42 it shall also include any holder of notes, debentures or bonds issued by the Company;

these Bye-Laws: means these Bye-Laws in their present form.

1.2 For the purposes of these Bye-Laws, a corporation which is a shareholder shall be deemed to be present in person at a general meeting if, in accordance with the Companies Acts, its authorised representative is present.

1.3 For the purposes of these Bye-Laws, a corporation which is a Director shall be deemed to be present in person at a Board meeting if an officer, attorney or other person authorised to attend on its behalf is present, and shall be deemed to discharge its duties and carry out any actions required under these Bye-Laws and the Companies Acts, including the signing and execution of documents, deeds and other instruments, if an officer, attorney or other person authorised to act on its behalf so acts.

1.4 Words importing only the singular number include the plural number and vice versa.

1.5 Words importing only the masculine gender include the feminine and neuter genders respectively.

1.6 Words importing persons include companies, associations, bodies of persons, whether corporate or not.

1.7 Words importing a Director as an individual shall include companies, associations and bodies of persons, whether corporate or not.

1.8 A reference to writing shall include typewriting, printing, lithography, photography and electronic record.

1.9 Any words or expressions defined in the Companies Acts in force at the date when these Bye-Laws or any part thereof are adopted shall bear the same meaning in these Bye-Laws or such part (as the case may be).

Registered office

2. Registered office. The Registered Office shall be at such place in Bermuda as the Board shall from time to time appoint.

Shares and share rights

3. Share rights.

3.1 Subject to any special rights conferred on the holders of any share or class of shares, any share in the Company may be issued with or have attached thereto such preferred, deferred, qualified or other special rights or such restrictions, whether in regard to dividend, voting, return of capital or otherwise, as the Company may by Resolution determine or, if there has not been any such determination or so far as the same shall not make specific provision, as the Board may determine.

3.2 Subject to the Companies Acts, any preference shares may, with the sanction of a resolution of the Board, be issued on terms:

- (a) that they are to be redeemed on the happening of a specified event or on a given date; and/or,
- (b) that they are liable to be redeemed at the option of the Company; and/or,
- (c) if authorised by the memorandum of association of the Company, that they are liable to be redeemed at the option of the holder.

The terms and manner of redemption shall be provided for in such resolution of the Board and shall be attached to but shall not form part of these Bye-Laws.

3.3 The Board may, at its discretion and without the sanction of a Resolution, authorise the purchase by the Company of its own shares upon such terms as the Board may in its discretion determine, provided always that such purchase is effected in accordance with the provisions of the Companies Acts.

3.4 The Board may, at its discretion and without the sanction of a Resolution, authorise the acquisition by the Company of its own shares, to be held as treasury shares, upon such terms as the Board may in its discretion determine, provided always that such acquisition is effected in accordance with the provisions of the Companies Acts. The Company shall be entered in the Register as a Shareholder in respect of the shares held by the Company as treasury shares and shall be a Shareholder of the Company but subject always to the provisions of the Companies Acts and for the avoidance of doubt the Company shall not exercise any rights and shall not enjoy or participate in any of the rights attaching to those shares save as expressly provided for in the Companies Acts.

4. Modification of rights.

4.1 Subject to the Companies Acts, all or any of the special rights for the time being attached to any class of shares for the time being issued may from time to time (whether or not the Company is being wound up) be altered or abrogated with the consent in writing of the holders of not less than seventy-five per cent (75%) of the issued shares of that class or with the sanction of a resolution passed at a separate general meeting of the holders of such shares voting in person or by proxy. To any such separate general meeting, all the provisions of these Bye-Laws as to general meetings of the Company shall mutatis mutandis apply, but so that the necessary quorum shall be one or more persons holding or representing by proxy any of the shares of the relevant class, that every holder of shares of the relevant class shall be entitled on a poll to one vote for every such share held by him and that any holder of shares of the relevant class present in person or by proxy may demand a poll.

4.2 The special rights conferred upon the holders of any shares or class of shares shall not, unless otherwise expressly provided in the rights attaching to or the terms of issue of such shares, be deemed to be altered by the creation or issue of further shares ranking *pari passu* therewith.

5. Shares.

5.1 Subject to the provisions of these Bye-Laws, the unissued shares of the Company (whether forming part of the original capital or any increased capital) shall be at the disposal of the Board, which may offer, allot, grant options over or otherwise dispose of them to such persons, at such times and for such consideration and upon such terms and conditions as the Board may determine.

5.2 Subject to the provisions of these Bye-Laws, any shares of the Company held by the Company as treasury shares shall be at the disposal of the Board, which may hold all or any of the shares, dispose of or transfer all or any of the shares for cash or other consideration, or cancel all or any of the shares.

5.3 The Board may in connection with the issue of any shares exercise all powers of paying commission and brokerage conferred or permitted by law.

5.4 Except as ordered by a court of competent jurisdiction or as required by law, no person shall be recognised by the Company as holding any share upon trust and the Company shall not be bound by or required in any way to recognise (even when having notice thereof) any equitable, contingent, future or partial interest in any share or in any fractional part of a share or (except only as otherwise provided in these Bye-Laws or by law) any other right in respect of any share except an absolute right to the entirety thereof in the registered holder.

6. Certificates.

6.1 The Company shall be under no obligation to complete and deliver a share certificate unless specifically called upon to do so by the person to whom the shares have been issued. In the case of a share held jointly by several persons, delivery of a certificate to one of several joint holders shall be sufficient delivery to all.

6.2 If a share certificate is defaced, lost or destroyed, it may be replaced without fee but on such terms (if any) as to evidence and indemnity and to payment of the costs and out of pocket expenses of the Company in investigating such evidence and preparing such indemnity as the Board may think fit and, in case of defacement, on delivery of the old certificate to the Company.

6.3 All certificates for share or loan capital or other securities of the Company (other than letters of allotment, scrip certificates and other like documents) shall, except to the extent that the terms and conditions for the time being relating thereto otherwise provide, be issued under the Seal or signed by a Director, the Secretary or any person authorised by the Board for that purpose. The Board may by resolution determine, either generally or in any particular case, that any signatures on any such certificates need not be autographic but may be affixed to such certificates by some mechanical means or may be printed thereon or that such certificates need not be signed by any persons.

7. Lien.

7.1 The Company shall have a first and paramount lien on every share (not being a fully paid share) for all monies, whether presently payable or not, called or payable, at a date fixed by or in accordance with the terms of issue of such share in respect of such share, and the Company shall also have a first and paramount lien on every share (other than a fully paid share) standing registered in the name of a Shareholder, whether singly or jointly with any other person, for all the debts and liabilities of such Shareholder or his estate to the Company, whether the same shall have been incurred before or after notice to the Company of any interest of any person other than such Shareholder, and whether the time for the payment or discharge of the same shall have actually arrived or not, and notwithstanding that the same are joint debts or liabilities of such Shareholder or his estate and any other person, whether a Shareholder or not. The Company's lien on a share shall extend to all dividends payable thereon. The Board may at any time, either generally or in any particular case, waive any lien that has arisen or declare any share to be wholly or in part exempt from the provisions of this Bye-Law.

7.2 The Company may sell, in such manner as the Board may think fit, any share on which the Company has a lien but no sale shall be made unless some sum in respect of which the lien exists is presently payable nor until the expiration of fourteen (14) days after a notice in writing, stating and demanding payment of the sum presently payable and giving notice of the intention to sell in default of such payment, has been served on the holder for the time being of the share.

7.3 The net proceeds of sale by the Company of any shares on which it has a lien shall be applied in or towards payment or discharge of the debt or liability in respect of which the lien exists so far as the same is presently payable, and any residue shall (subject to a like lien for debts or liabilities not presently payable as existed upon the share prior to the sale) be paid to the person who was the holder of the share immediately before such sale. For giving effect to any such sale, the Board may authorise some person to transfer the share sold to the purchaser thereof. The purchaser shall be registered as the holder of the share and he shall not be bound to see to the application of the purchase money, nor shall his title to the share be affected by any irregularity or invalidity in the proceedings relating to the sale.

8. Calls on shares.

8.1 The Board may from time to time make calls upon the Shareholders (for the avoidance of doubt excluding the Company in respect of any nil or partly paid shares held by the Company as treasury shares) in respect of any monies unpaid on their shares (whether on account of the par value of the shares or by way of premium) and not by the terms of issue thereof made payable at a date fixed by or in accordance with such terms of issue, and each Shareholder shall (subject to the Company serving upon him at least fourteen (14) days' notice specifying the time or times and place of payment) pay to the Company at the time or times and place so specified the amount called on his shares. A call may be revoked or postponed as the Board may determine.

8.2 A call may be made payable by instalments and shall be deemed to have been made at the time when the resolution of the Board authorising the call was passed.

8.3 The joint holders of a share shall be jointly and severally liable to pay all calls in respect thereof.

8.4 If a sum called in respect of the share shall not be paid before or on the day appointed for payment thereof the person from whom the sum is due shall pay interest on the sum from the day appointed for the payment thereof to the time of actual payment at such rate as the Board may determine, but the Board shall be at liberty to waive payment of such interest wholly or in part.

8.5 Any sum which, by the terms of issue of a share, becomes payable on allotment or at any date fixed by or in accordance with such terms of issue, whether on account of the nominal amount of the share or by way of premium, shall for all the purposes of these Bye-Laws be deemed to be a call duly made, notified and payable on the date on which, by the terms of issue, the same becomes payable and, in case of non-payment, all the relevant provisions of these Bye-Laws as to payment of interest, forfeiture or otherwise shall apply as if such sum had become payable by virtue of a call duly made and notified.

8.6 The Board may on the issue of shares differentiate between the allottees or holders as to the amount of calls to be paid and the times of payment.

9. Forfeiture of shares.

9.1 If a Shareholder fails to pay any call or instalment of a call on the day appointed for payment thereof, the Board may at any time thereafter during such time as any part of such call or instalment remains unpaid serve a notice on him requiring payment of so much of the call or instalment as is unpaid, together with any interest which may have accrued.

9.2 The notice shall name a further day (not being less than fourteen (14) days from the date of the notice) on or before which, and the place where, the payment required by the notice is to be made and shall state that, in the event of non-payment on or before the day and at the place appointed, the shares in respect of which such call is made or instalment is payable will be liable to be forfeited. The Board may accept the surrender of any share liable to be forfeited hereunder and, in such case, references in these Bye-Laws to forfeiture shall include surrender.

9.3 If the requirements of any such notice as aforesaid are not complied with, any share in respect of which such notice has been given may at any time thereafter, before payment of all calls or instalments and interest due in respect thereof has been made, be forfeited by a resolution of the Board to that effect. Such forfeiture shall include all dividends declared in respect of the forfeited shares and not actually paid before the forfeiture.

9.4 When any share has been forfeited, notice of the forfeiture shall be served upon the person who was before forfeiture the holder of the share but no forfeiture shall be in any manner invalidated by any omission or neglect to give such notice as aforesaid.

9.5 A forfeited share shall be deemed to be the property of the Company and may be sold, re-offered or otherwise disposed of either to the person who was, before forfeiture, the holder thereof or entitled thereto or to any other person upon such terms and in such manner as the Board shall think fit, and at any time before a sale, re-allotment or disposition the forfeiture may be cancelled on such terms as the Board may think fit.

9.6 A person whose shares have been forfeited shall thereupon cease to be a Shareholder in respect of the forfeited shares but shall, notwithstanding the forfeiture, remain liable to pay to the Company all monies which at the date of forfeiture were presently payable by him to the Company in respect of the shares with interest thereon at such rate as the Board may determine from the date of forfeiture until payment, and the Company may enforce payment without being under any obligation to make any allowance for the value of the shares forfeited.

9.7 An affidavit in writing that the deponent is a Director of the Company or the Secretary and that a share has been duly forfeited on the date stated in the affidavit shall be conclusive evidence of the facts therein stated as against all persons claiming to be entitled to the share. The Company may receive the consideration (if any) given for the share on the sale, re-allotment or disposition thereof and the Board may authorise some person to transfer the share to the person to whom the same is sold, re-allotted or disposed of, and he shall thereupon be registered as the holder of the share and shall not be bound to see to the application of the purchase money (if any) nor shall his title to the share be affected by any irregularity or invalidity in the proceedings relating to the forfeiture, sale, re-allotment or disposal of the share.

Register of shareholders

10. Register of shareholders. The Secretary shall establish and maintain the Register at the Registered Office in the manner prescribed by the Companies Acts. Unless the Board otherwise determines, the Register shall be open to inspection in the manner prescribed by the Companies Acts between 10:00 am and 12:00 noon on every working day. Unless the Board so determines, no Shareholder or intending Shareholder shall be entitled to have entered in the Register any indication of any trust or any equitable, contingent, future or partial interest in any share or any fractional part of a share and if any such entry exists or is permitted by the Board it shall not be deemed to abrogate any of the provisions of Bye-Law 5.4.

Register of directors and officers

11. Register of directors and officers. The Secretary shall establish and maintain a register of the Directors and Officers of the Company as required by the Companies Acts. The register of Directors and Officers shall be open to inspection in the manner prescribed by the Companies Acts between 10:00 am and 12:00 noon on every working day.

Transfer of shares

12. Transfer of shares.

12.1 Subject to the Companies Acts and to such of the restrictions contained in these Bye-Laws as may be applicable, any Shareholder may transfer all or any of his shares by an instrument of transfer in the usual common form or in any other form which the Board may approve. No such instrument shall be required on the redemption of a share or on the purchase by the Company of a share.

12.2 The instrument of transfer of a share shall be signed by or on behalf of the transferor and where any share is not fully-paid, the transferee. The transferor shall be deemed to remain the holder of the share until the name of the transferee is entered in the Register in respect thereof. All instruments of transfer when registered may be retained by the Company. The Board may, in its absolute discretion and without assigning any reason therefor, decline to register any transfer of any share which is not a fully-paid share. The Board may also decline to register any transfer unless:

(a) the instrument of transfer is duly stamped (if required by law) and lodged with the Company, accompanied by the certificate for the shares to which it relates, and such other evidence as the Board may reasonably require to show the right of the transferor to make the transfer,

(b) the instrument of transfer is in respect of only one class of share, and

(c) where applicable, the permission of the Bermuda Monetary Authority with respect thereto has been obtained.

12.3 Subject to any directions of the Board from time to time in force, the Secretary may exercise the powers and discretions of the Board under this Bye-Law.

12.4 If the Board declines to register a transfer it shall, within three (3) months after the date on which the instrument of transfer was lodged, send to the transferee notice of such refusal.

12.5 No fee shall be charged by the Company for registering any transfer, probate, letters of administration, certificate of death or marriage, power of attorney, stop notice, order of court or other instrument relating to or affecting the title to any share, or otherwise making an entry in the Register relating to any share.

Transmission of shares

13. Transmission of shares.

13.1 In the case of the death of a Shareholder, the survivor or survivors, where the deceased was a joint holder, and the estate representative, where he was sole holder, shall be the only person recognised by the Company as having any title to his shares; but nothing herein contained shall release the estate of a deceased holder (whether the sole or joint) from any liability in respect of any share held by him solely or jointly with other persons. For the purpose of this Bye-Law, estate representative means the person to whom probate or letters of administration has or have been granted in Bermuda or, failing any such person, such other person as the Board may in its absolute discretion determine to be the person recognised by the Company for the purpose of this Bye-Law.

13.2 Any person becoming entitled to a share in consequence of the death of a Shareholder or otherwise by operation of applicable law may, subject as hereafter provided and upon such evidence being produced as may from time to time be required by the Board as to his entitlement, either be registered himself as the holder of the share or elect to have some person nominated by him registered as the transferee thereof. If the person so becoming entitled elects to be registered himself, he shall deliver or send to the Company a notice in writing signed by him stating that he so elects. If he shall elect to have his nominee registered, he shall signify his election by signing an instrument of transfer of such share in favour of his nominee. All the limitations, restrictions and provisions of these Bye-Laws relating to the right to transfer and the registration of transfer of shares shall be applicable to any such notice or instrument of transfer as aforesaid as if the death of the Shareholder or other event giving rise to the transmission had not occurred and the notice or instrument of transfer was an instrument of transfer signed by such Shareholder.

13.3 A person becoming entitled to a share in consequence of the death of a Shareholder or otherwise by operation of applicable law shall (upon such evidence being produced as may from time to time be required by the Board as to his entitlement) be entitled to receive and may give a discharge for any dividends or other monies payable in respect of the share, but he shall not be entitled in respect of the share to receive notices of or to attend or vote at general meetings of the Company or, save as aforesaid, to exercise in respect of the share any of the rights or privileges of a Shareholder until he shall have become registered as the holder thereof. The Board may at any time give notice requiring such person to elect either to be registered himself or to transfer the share and, if the notice is not complied with within sixty (60) days, the Board may thereafter withhold payment of all dividends and other monies payable in respect of the shares until the requirements of the notice have been complied with.

13.4 Subject to any directions of the Board from time to time in force, the Secretary may exercise the powers and discretions of the Board under this Bye-Law.

Share capital

14. Increase of capital.

14.1 The Company may from time to time increase its capital by such sum to be divided into shares of such par value as the Company by Resolution shall prescribe.

14.2 The Company may, by the Resolution increasing the capital, direct that the new shares or any of them shall be offered in the first instance either at par or at a premium or (subject to the provisions of the Companies Acts) at a discount to all the holders for the time being of shares of any class or classes in proportion to the number of such shares held by them respectively or make any other provision as to the issue of the new shares.

14.3 The new shares shall be subject to all the provisions of these Bye-Laws with reference to lien, the payment of calls, forfeiture, transfer, transmission and otherwise.

15. Alteration of capital.

15.1 The Company may from time to time by Resolution:

(a) divide its shares into several classes and attach thereto respectively any preferential, deferred, qualified or special rights, privileges or conditions;

(b) consolidate and divide all or any of its share capital into shares of larger par value than its existing shares;

(c) sub-divide its shares or any of them into shares of smaller par value than is fixed by its memorandum, so, however, that in the sub-division the proportion between the amount paid and the amount, if any, unpaid on each reduced share shall be the same as it was in the case of the share from which the reduced share is derived;

(d) make provision for the issue and allotment of shares which do not carry any voting rights;

(e) cancel shares which, at the date of the passing of the Resolution in that behalf, have not been taken or agreed to be taken by any person, and diminish the amount of its share capital by the amount of the shares so cancelled; and

(f) change the currency denomination of its share capital.

15.2 Where any difficulty arises in regard to any division, consolidation, or sub-division under this Bye-Law, the Board may settle the same as it thinks expedient and, in particular, may arrange for the sale of the shares representing fractions and the distribution of the net proceeds of sale in due proportion amongst the Shareholders who would have been entitled to the fractions, and for this purpose the Board may authorise some person to transfer the shares representing fractions to the purchaser thereof, who shall not be bound to see to the application of the purchase money nor shall his title to the shares be affected by any irregularity or invalidity in the proceedings relating to the sale.

15.3 Subject to the Companies Acts and to any confirmation or consent required by law or these Bye-Laws, the Company may by Resolution from time to time convert any preference shares into redeemable preference shares.

16. Reduction of capital.

16.1 Subject to the Companies Acts, its memorandum and any confirmation or consent required by law or these Bye-Laws, the Company may from time to time by Resolution authorise the reduction of its issued share capital or any share premium account in any manner.

16.2 In relation to any such reduction, the Company may by Resolution determine the terms upon which such reduction is to be effected including, in the case of a reduction of part only of a class of shares, those shares to be affected.

General meetings and resolutions in writing

17. General meetings and resolutions in writing.

17.1 Save and to the extent that the Company elects to dispense with the holding of one or more of its annual general meetings in the manner permitted by the Companies Acts, the Board shall convene and the Company shall hold general meetings as annual general meetings in accordance with the requirements of the Companies Acts at such times and places as the Board shall appoint. The Board may, whenever it thinks fit, and shall, when required by the Companies Acts, convene general meetings other than annual general meetings which shall be called special general meetings.

17.2 Except in the case of the removal of Auditors or Directors, anything which may be done by resolution of the Shareholders in general meeting or by resolution of any class of Shareholders in a separate general meeting may be done by resolution in writing, signed by the Shareholders (or the holders of such class of shares) who at the date of the notice of the resolution in writing represent the majority of votes that would be required if the resolution had been voted on at a meeting of the Shareholders. Such resolution in writing may be signed by the Shareholder or its proxy, or in the case of a Shareholder that is a corporation (whether or not a company within the meaning of the Companies Acts) by its representative on behalf of such Shareholder, in as many counterparts as may be necessary.

17.3 Notice of any resolution in writing to be made under this Bye-Law shall be given to all the Shareholders who would be entitled to attend a meeting and vote on the resolution. The requirement to give notice of any resolution in writing to be made under this Bye-Law to such Shareholders shall be satisfied by giving to those Shareholders a copy of that resolution in writing in the same manner that is required for a notice of a general meeting of the Company at which the resolution could have been considered, except that the length of the period of notice shall not apply. The date of the notice shall be set out in the copy of the resolution in writing.

17.4 The accidental omission to give notice, in accordance with this Bye-Law, of a resolution in writing to, or the non-receipt of such notice by, any person entitled to receive such notice shall not invalidate the passing of the resolution in writing.

17.5 For the purposes of this Bye-Law, the date of the resolution in writing is the date when the resolution in writing is signed by, or on behalf of, the Shareholder who establishes the majority of votes required for the passing of the resolution in writing and any reference in any enactment to the date of passing of a resolution is, in relation to a resolution in writing made in accordance with this Bye-Law, a reference to such date.

17.6 A resolution in writing made in accordance with this Bye-Law is as valid as if it had been passed by the Company in general meeting or, if applicable, by a meeting of the relevant class of Shareholders of the Company, as the case may be. A resolution in writing made in accordance with this Bye-Law shall constitute minutes for the purposes of the Companies Acts and these Bye-Laws.

18. Notice of general meetings.

18.1 An annual general meeting shall be called by not less than five (5) days' notice in writing and a special general meeting shall be called by not less than five (5) days' notice in writing. The notice shall be exclusive of the day on which it is served or deemed to be served and of the day for which it is given, and shall specify the place, day and time of the meeting, and, the nature of the business to be considered. Notice of every general meeting shall be given in any manner

permitted by these Bye-Laws to all Shareholders other than such as, under the provisions of these Bye-Laws or the terms of issue of the shares they hold, are not entitled to receive such notice from the Company and every Director and to any Resident Representative who or which has delivered a written notice upon the Registered Office requiring that such notice be sent to him or it.

Notwithstanding that a meeting of the Company is called by shorter notice than that specified in this Bye-Law, it shall be deemed to have been duly called if it is so agreed:

(a) in the case of a meeting called as an annual general meeting, by all the Shareholders entitled to attend and vote thereat;

(b) in the case of any other meeting, by a majority in number of the Shareholders having the right to attend and vote at the meeting, being a majority together holding not less than ninety-five per cent (95%) in nominal value of the shares giving that right.

18.2 The accidental omission to give notice of a meeting or (in cases where instruments of proxy are sent out with the notice) the accidental omission to send such instrument of proxy to, or the non-receipt of notice of a meeting or such instrument of proxy by, any person entitled to receive such notice shall not invalidate the proceedings at that meeting.

18.3 The Board may cancel or postpone a meeting of the Shareholders after it has been convened and notice of such cancellation or postponement shall be served in accordance with these Bye-Laws upon all Shareholders entitled to notice of the meeting so cancelled or postponed setting out, where the meeting is postponed to a specific date, notice of the new meeting in accordance with this Bye-Law.

19. Proceedings at general meetings.

19.1 In accordance with the Companies Acts, a general meeting may be held with only one individual present provided that the requirement for a quorum is satisfied. No business shall be transacted at any general meeting unless a quorum is present when the meeting proceeds to business, but the absence of a quorum shall not preclude the appointment, choice or election of a chairman, which shall not be treated as part of the business of the meeting. Save as otherwise provided by these Bye-Laws, at least one Shareholder present in person or by proxy and entitled to vote shall be a quorum for all purposes.

19.2 If within five (5) minutes (or such longer time as the chairman of the meeting may determine to wait) after the time appointed for the meeting, a quorum is not present, the meeting, if convened on the requisition of Shareholders, shall be dissolved. In any other case, it shall stand adjourned to such other day and such other time and place as the chairman of the meeting may determine and at such adjourned meeting one Shareholder present in person or by proxy (whatever the number of shares held by him) and entitled to vote shall be a quorum. The Company shall give not less than five (5) days' notice of any meeting adjourned through want of a quorum and such notice shall state that the one Shareholder present in person or by proxy (whatever the number of shares held by them) and entitled to vote shall be a quorum.

19.3 A meeting of the Shareholders or any class thereof may be held by means of such telephone, electronic or other communication facilities (including, without limiting the generality of the foregoing, by telephone, or by video conferencing) as to permit all persons participating in the meeting to communicate with each other simultaneously and instantaneously, and participation in such a meeting shall constitute presence in person at such meeting.

19.4 Each Director, and upon giving the notice referred to in Bye-Law 18.1 above, the Resident Representative, if any, shall be entitled to attend and speak at any general meeting of the Company.

19.5 The Board may choose one of their number to preside as chairman at every general meeting. If there is no such chairman, or if at any meeting the chairman is not present within five (5) minutes after the time appointed for holding the meeting, or is not willing to act as chairman, the Directors present shall choose one of their number to act or if only one Director is present he shall preside as chairman if willing to act. If no Director is present, or if each of the Directors present declines to take the chair, the persons present and entitled to vote on a poll shall elect one of their number to be chairman.

19.6 The chairman of the meeting may, with the consent by resolution of any meeting at which a quorum is present (and shall if so directed by the meeting), adjourn the meeting from time to time and from place to place but no business shall be transacted at any adjourned meeting except business which might lawfully have been transacted at the meeting from which the adjournment took place. When a meeting is adjourned for three (3) months or more, notice of the adjourned meeting shall be given as in the case of an original meeting. Save as expressly provided by these Bye-Laws, it shall not be necessary to give any notice of an adjournment or of the business to be transacted at an adjourned meeting.

20. Voting.

20.1 Save where a greater majority is required by the Companies Acts or these Bye-Laws, any question proposed for consideration at any general meeting shall be decided on by a simple majority of votes cast.

20.2 At any general meeting, a resolution put to the vote of the meeting shall be decided on a show of hands or by a count of votes received in the form of electronic records, unless (before or on the declaration of the result of the show of hands or count of votes received as electronic records or on the withdrawal of any other demand for a poll) a poll is demanded by:

- (a) the chairman of the meeting; or
- (b) at least three (3) Shareholders present in person or represented by proxy; or
- (c) any Shareholder or Shareholders present in person or represented by proxy and holding between them not less than one tenth (1/10) of the total voting rights of all the Shareholders having the right to vote at such meeting; or
- (d) a Shareholder or Shareholders present in person or represented by proxy holding shares conferring the right to vote at such meeting, being shares on which an aggregate sum has been paid up equal to not less than one tenth (1/10) of the total sum paid up on all such shares conferring such right.

The demand for a poll may be withdrawn by the person or any of the persons making it at any time prior to the declaration of the result. Unless a poll is so demanded and the demand is not withdrawn, a declaration by the chairman that a resolution has, on a show of hands or count of votes received as electronic records, been carried or carried unanimously or by a particular majority or not carried by a particular majority or lost shall be final and conclusive, and an entry to that effect in the minute book of the Company shall be conclusive evidence of the fact without proof of the number or proportion of votes recorded for or against such resolution.

20.3 If a poll is duly demanded, the result of the poll shall be deemed to be the resolution of the meeting at which the poll is demanded.

20.4 A poll demanded on the election of a chairman, or on a question of adjournment, shall be taken forthwith. A poll demanded on any other question shall be taken in such manner and either forthwith or at such time (being not later than three (3) months after the date of the demand) and place as the chairman shall direct. It shall not be necessary (unless the chairman otherwise directs) for notice to be given of a poll.

20.5 The demand for a poll shall not prevent the continuance of a meeting for the transaction of any business other than the question on which the poll has been demanded and it may be withdrawn at any time before the close of the meeting or the taking of the poll, whichever is the earlier.

20.6 On a poll, votes may be cast either personally or by proxy.

20.7 A person entitled to more than one vote on a poll need not use all his votes or cast all the votes he uses in the same way.

20.8 In the case of an equality of votes at a general meeting, whether on a show of hands or count of votes received as electronic records or on a poll, the chairman of such meeting shall not be entitled to a second or casting vote and the resolution shall fail.

20.9 In the case of joint holders of a share, the vote of the senior who tenders a vote, whether in person or by proxy, shall be accepted to the exclusion of the votes of the other joint holders, and for this purpose seniority shall be determined by the order in which the names stand in the Register in respect of the joint holding.

20.10 A Shareholder who is a patient for any purpose of any statute or applicable law relating to mental health or in respect of whom an order has been made by any Court having jurisdiction for the protection or management of the affairs of persons incapable of managing their own affairs may vote, whether on a show of hands or on a poll, by his receiver, committee, curator bonis or other person in the nature of a receiver, committee or curator bonis appointed by such Court and such receiver, committee, curator bonis or other person may vote on a poll by proxy, and may otherwise act and be treated as such Shareholder for the purpose of general meetings.

20.11 No Shareholder shall, unless the Board otherwise determines, be entitled to vote at any general meeting unless all calls or other sums presently payable by him in respect of shares in the Company have been paid.

20.12 If:

- (a) any objection shall be raised to the qualification of any voter; or,
- (b) any votes have been counted which ought not to have been counted or which might have been rejected; or,
- (c) any votes are not counted which ought to have been counted,

the objection or error shall not vitiate the decision of the meeting or adjourned meeting on any resolution unless the same is raised or pointed out at the meeting or, as the case may be, the adjourned meeting at which the vote objected to is given or tendered or at which the error occurs. Any objection or error shall be referred to the chairman of the meeting and shall only vitiate the decision of the meeting on any resolution if the chairman decides that the same may have affected the decision of the meeting. The decision of the chairman on such matters shall be final and conclusive.

21. Proxies and corporate representatives.

21.1 The instrument appointing a proxy or corporate representative shall be in writing executed by the appointor or his attorney authorised by him in writing or, if the appointor is a corporation, either under its Seal or executed by an officer, attorney or other person authorised to sign the same.

21.2 Any Shareholder may appoint a proxy or (if a corporation) representative for a specific general meeting, and adjournments thereof, or may appoint a standing proxy or (if a corporation) representative, by serving on the Company at the Registered Office, or at such place or places as the Board may otherwise specify for the purpose, a proxy or (if a corporation) an authorisation. Any standing proxy or authorisation shall be valid for all general meetings and adjournments thereof or resolutions in writing, as the case may be, until notice of revocation is received at the Registered Office or at such place or places as the Board may otherwise specify for the purpose. Where a standing proxy or authorisation exists,

its operation shall be deemed to have been suspended at any general meeting or adjournment thereof at which the Shareholder is present or in respect to which the Shareholder has specially appointed a proxy or representative. The Board may from time to time require such evidence as it shall deem necessary as to the due execution and continuing validity of any standing proxy or authorisation and the operation of any such standing proxy or authorisation shall be deemed to be suspended until such time as the Board determines that it has received the requested evidence or other evidence satisfactory to it.

21.3 Notwithstanding Bye-Law 21.2, a Shareholder may appoint a proxy which shall be irrevocable in accordance with its terms and the holder thereof shall be the only person entitled to vote the relevant shares at any meeting of the shareholders at which such holder is present. Notice of the appointment of any such proxy shall be given to the Company at its Registered Office, and shall include the name, address, telephone number and electronic mail address of the proxy holder. The Company shall give to the proxy holder notice of all meetings of Shareholders of the Company and shall be obliged to recognise the holder of such proxy until such time as the holder notifies the Company in writing that the proxy is no longer in force.

21.4 Subject to Bye-Law 21.2 and 21.3, the instrument appointing a proxy or corporate representative together with such other evidence as to its due execution as the Board may from time to time require, shall be delivered at the Registered Office (or at such place as may be specified in the notice convening the meeting or in any notice of any adjournment or, in either case or the case of a resolution in writing, in any document sent therewith) prior to the holding of the relevant meeting or adjourned meeting at which the person named in the instrument proposes to vote or, in the case of a poll taken subsequently to the date of a meeting or adjourned meeting, before the time appointed for the taking of the poll, or, in the case of a resolution in writing, prior to the effective date of the resolution in writing and in default the instrument of proxy or authorisation shall not be treated as valid.

21.5 Subject to Bye-Law 21.2 and 21.3, the decision of the chairman of any general meeting as to the validity of any appointments of a proxy shall be final.

21.6 Instruments of proxy or authorisation shall be in any common form or in such other form as the Board may approve and the Board may, if it thinks fit, send out with the notice of any meeting or any resolution in writing forms of instruments of proxy or authorisation for use at that meeting or in connection with that resolution in writing. The instrument of proxy shall be deemed to confer authority to demand or join in demanding a poll, to speak at the meeting and to vote on any amendment of a resolution in writing or amendment of a resolution put to the meeting for which it is given as the proxy thinks fit. The instrument of proxy or authorisation shall, unless the contrary is stated therein, be valid as well for any adjournment of the meeting as for the meeting to which it relates.

21.7 A vote given in accordance with the terms of an instrument of proxy or authorisation shall be valid notwithstanding the previous death or unsoundness of mind of the principal, or revocation of the instrument of proxy or of the corporate authority, provided that no intimation in writing of such death, unsoundness of mind or revocation shall have been received by the Company at the Registered Office (or such other place as may be specified for the delivery of instruments of proxy or authorisation in the notice convening the meeting or other documents sent therewith) at least one hour before the commencement of the meeting or adjourned meeting, or the taking of the poll, or the day before the effective date of any resolution in writing at which the instrument of proxy or authorisation is used.

21.8 Subject to the Companies Acts, the Board may at its discretion waive any of the provisions of these Bye-Laws related to proxies or authorisations and, in particular, may accept such verbal or other assurances as it thinks fit as to the right of any person to attend, speak and vote on behalf of any Shareholder at general meetings or to sign resolutions in writing.

Board of directors

22. Appointment and removal of directors.

22.1 The number of Directors shall be at least one (1) Director and not more than six (6) Directors or such numbers in excess thereof as the Company by Resolution may from time to time determine and, subject to the Companies Acts and these Bye-Laws, the Directors shall be elected or appointed by the Company by Resolution and shall serve for such term as the Company by Resolution may determine, or in the absence of such determination, until the termination of the next annual general meeting following their appointment. All Directors, upon election or appointment (except upon re-election at an annual general meeting), must provide written acceptance of their appointment, in such form as the Board may think fit, by notice in writing to the Registered Office within thirty (30) days of their appointment.

22.2 In the event that there shall be, at any time and whether through lapse of term, death, resignation, retirement or otherwise, no Directors in office, the Shareholders entitled to vote at a general meeting where Directors would be elected or appointed may unanimously give notice to the Secretary appointing one or more Directors to serve until the termination of the next annual general meeting. If no such appointment is made within seven (7) days of the cessation of the active service of the last remaining Director on the Board, the Secretary shall forthwith call a general meeting for the purpose solely of electing or appointing a Director or Directors, to serve for such term as the Company by Resolution may determine, or in the absence of such determination, until the next annual general meeting following their appointment. Any Director appointed pursuant to this Bye-Law shall provide written acceptance of their appointment by notice in writing to the Registered Office within thirty (30) days of their appointment.

22.3 The Company may by Resolution increase the maximum number of Directors. Any one or more vacancies in the Board not filled by the Shareholders at any general meeting of the Shareholders shall be deemed casual vacancies for the purposes of these Bye-Laws. Without prejudice to the power of the Company by Resolution in pursuance of any of the provisions of these Bye-Laws to appoint any person to be a Director, the Board, so long as a quorum of Directors remains in office, shall have power at any time and from time to time to appoint any person to be a Director so as to fill a casual vacancy.

22.4 The Company may in a special general meeting called for that purpose remove a Director, provided notice of any such meeting shall be served upon the Director concerned not less than fourteen (14) days before the meeting and he shall be entitled to be heard at that meeting. Any vacancy created by the removal of a Director at a special general meeting may be filled at the meeting by the election of another Director in his place or, in the absence of any such election, by the Board.

23. Resignation and disqualification of directors. The office of a Director shall be vacated upon the happening of any of the following events:

23.1 if he resigns his office by notice in writing delivered to the Registered Office or tendered at a meeting of the Board;

23.2 if he becomes of unsound mind or a patient for any purpose of any statute or applicable law relating to mental health and the Board resolves that his office is vacated;

23.3 if he becomes bankrupt under the laws of any country or compounds with his creditors;

23.4 if he is prohibited by law from being a Director or, in the case of a corporate Director, is otherwise unable to carry on or transact business; or

23.5 if he ceases to be a Director by virtue of the Companies Acts or is removed from office pursuant to these Bye-Laws.

24. Alternate directors.

24.1 A Director may appoint and remove his own Alternate Director. Any appointment or removal of an Alternate Director by a Director shall be effected by delivery of a written notice of appointment or removal to the Secretary at the Registered Office, signed by such Director, and such notice shall be effective immediately upon receipt or on any later date specified in that notice. Any Alternate Director may be removed by resolution of the Board. Subject to aforesaid, the office of Alternate Director shall continue until the next annual election of Directors or, if earlier, the date on which the relevant Director ceases to be a Director. An Alternate Director may also be a Director in his own right and may act as alternate to more than one Director.

24.2 An Alternate Director shall be entitled to receive notices of all meetings of Directors, to attend, be counted in the quorum and vote at any such meeting at which any Director to whom he is alternate is not personally present, and generally to perform all the functions of any Director to whom he is alternate in his absence.

24.3 Every person acting as an Alternate Director shall (except as regards powers to appoint an alternate and remuneration) be subject in all respects to the provisions of these Bye-Laws relating to Directors and shall alone be responsible to the Company for his acts and defaults and shall not be deemed to be the agent of or for any Director for whom he is alternate. An Alternate Director may be paid expenses and shall be entitled to be indemnified by the Company to the same extent mutatis mutandis as if he were a Director. Every person acting as an Alternate Director shall have one vote for each Director for whom he acts as alternate (in addition to his own vote if he is also a Director). The signature of an Alternate Director to any resolution in writing of the Board or a committee of the Board shall, unless the terms of his appointment provides to the contrary, be as effective as the signature of the Director or Directors to whom he is alternate.

25. Directors' fees and additional remuneration and expenses. The amount, if any, of Directors' fees shall from time to time be determined by the Company by Resolution or in the absence of such a determination, by the Board. Unless otherwise determined to the contrary, such fees shall be deemed to accrue from day-to-day. Each Director may be paid his reasonable travel, hotel and incidental expenses for attending and returning from meetings of the Board or committees constituted pursuant to these Bye-Laws or general meetings and shall be paid all expenses properly and reasonably incurred by him in the conduct of the Company's business or in the discharge of his duties as a Director. Any Director who, by request, goes or resides abroad for any purposes of the Company or who performs services which in the opinion of the Board go beyond the ordinary duties of a Director may be paid such extra remuneration (whether by way of salary, commission, participation in profits or otherwise) as the Board may determine, and such extra remuneration shall be in addition to any remuneration provided for by or pursuant to any other Bye-Law.

26. Directors' interests.

26.1 A Director may hold any other office or place of profit with the Company (except that of Auditor) in conjunction with his office of Director for such period and upon such terms as the Board may determine, and may be paid such extra remuneration therefor (whether by way of salary, commission, participation in profits or otherwise) as the Board may determine, and such extra remuneration shall be in addition to any remuneration provided for by or pursuant to any other Bye-Law.

26.2 A Director may act by himself or his firm in a professional capacity for the Company (other than as Auditor) and he or his firm shall be entitled to remuneration for professional services as if he were not a Director.

26.3 Subject to the provisions of the Companies Acts, a Director may notwithstanding his office be a party to, or otherwise interested in, any transaction or arrangement with the Company or in which the Company is otherwise interested; and be a director or other officer of, or employed by, or a party to any transaction or arrangement with, or otherwise interested in, any body corporate promoted by the Company or in which the Company is interested. The Board may also cause the voting power conferred by the shares in any other company held or owned by the Company to be exercised in such manner in all respects as it thinks fit, including the exercise thereof in favour of any resolution appointing the Directors or any of them to be directors or officers of such other company, or voting or providing for the payment of remuneration to the directors or officers of such other company.

26.4 So long as, where it is necessary, he declares the nature of his interest at the first opportunity at a meeting of the Board or by writing to the Directors as required by the Companies Acts, a Director shall not by reason of his office be accountable to the Company for any benefit which he derives from any office or employment to which these Bye-Laws allow him to be appointed or from any transaction or arrangement in which these Bye-Laws allow him to be interested, and no such transaction or arrangement shall be liable to be avoided on the ground of any interest or benefit.

26.5 Subject to the Companies Acts and any further disclosure required thereby, a general notice to the Directors by a Director or Officer declaring that he is a director or officer or has an interest in a person and is to be regarded as interested in any transaction or arrangement made with that person, shall be a sufficient declaration of interest in relation to any transaction or arrangement so made.

Powers and duties of the board

27. Powers and duties of the board.

27.1 Subject to the provisions of the Companies Acts and these Bye-Laws, the Board shall manage the business of the Company and may pay all expenses incurred in promoting and incorporating the Company and may exercise all the powers of the Company. No alteration of these Bye-Laws and no such direction shall invalidate any prior act of the Board which would have been valid if that alteration had not been made or that direction had not been given. The powers given by this Bye-Law shall not be limited by any special power given to the Board by these Bye-Laws and a meeting of the Board at which a quorum is present shall be competent to exercise all the powers, authorities and discretions for the time being vested in or exercisable by the Board.

27.2 The Board may exercise all the powers of the Company except those powers that are required by the Companies Acts or these Bye-Laws to be exercised by the Shareholders.

27.3 The Board on behalf of the Company may provide benefits, whether by the payment of gratuities or pensions or otherwise, for any person including any Director or former Director who has held any executive office or employment with the Company or with anybody corporate which is or has been a subsidiary or affiliate of the Company or a predecessor in the business of the Company or of any such subsidiary or affiliate, and to any member of his family or any person who is or was dependent on him, and may contribute to any fund and pay premiums for the purchase or provision of any such gratuity, pension or other benefit, or for the insurance of any such person.

27.4 The Board may from time to time appoint one or more of its body to be a managing director, joint managing director or an assistant managing director or to hold any other employment or executive office with the Company for such period and upon such terms as the Board may determine and may revoke or terminate any such appointments. Any such revocation or termination as aforesaid shall be without prejudice to any claim for damages that such Director may have against the Company or the Company may have against such Director for any breach of any contract of service between him and the Company which may be involved in such revocation or termination. Any person so appointed shall receive such remuneration (if any) (whether by way of salary, commission, participation in profits or otherwise) as the Board may determine, and either in addition to or in lieu of his remuneration as a Director.

28. Delegation of the board's powers.

28.1 The Board may by power of attorney appoint any company, firm or person or any fluctuating body of persons, whether nominated directly or indirectly by the Board, to be the attorney or attorneys of the Company for such purposes and with such powers, authorities and discretions (not exceeding those vested in or exercisable by the Board under these Bye-Laws) and for such period and subject to such conditions as it may think fit, and any such power of attorney may contain such provisions for the protection and convenience of persons dealing with any such attorney and of such attorney as the Board may think fit, and may also authorise any such attorney to sub-delegate all or any of the powers, authorities and discretions vested in him. Such attorney may, if so authorised by the power of attorney, execute any deed, instrument or other document on behalf of the Company.

28.2 The Board may entrust to and confer upon any Director, Officer or, without prejudice to the provisions of Bye-Law 28.3, other person any of the powers, authorities and discretions exercisable by it upon such terms and conditions with such restrictions as it thinks fit, and either collaterally with, or to the exclusion of, its own powers, authorities and discretions, and may from time to time revoke or vary all or any of such powers, authorities and discretions, but no person dealing in good faith and without notice of such revocation or variation shall be affected thereby.

28.3 The Board may delegate any of its powers, authorities and discretions to committees, consisting of such person or persons (whether a member or members of its body or not) as it thinks fit. Any committee so formed shall, in the exercise of the powers, authorities and discretions so delegated, and in conducting its proceedings conform to any regulations which may be imposed upon it by the Board. If no regulations are imposed by the Board the proceedings of a committee with two (2) or more members shall be, as far as is practicable, governed by the Bye-Laws regulating the proceedings of the Board.

29. Proceedings of the board.

29.1 The Board may meet for the despatch of business, adjourn and otherwise regulate its meetings as it thinks fit. Questions arising at any meeting shall be determined by a majority of votes. In the case of an equality of votes, the motion shall be deemed to have been lost. A Director may, and the Secretary on the requisition of a Director shall, at any time summon a meeting of the Board.

29.2 Notice of a meeting of the Board may be given to a Director by word of mouth or in any manner permitted by these Bye-Laws. A Director may retrospectively waive the requirement for notice of any meeting by consenting in writing to the business conducted at the meeting.

29.3 The quorum necessary for the transaction of the business of the Board may be fixed by the Board and, unless so fixed at any other number, shall be two (2) persons. Any Director who ceases to be a Director at a meeting of the Board may continue to be present and to act as a Director and be counted in the quorum until the termination of the meeting if no other Director objects and if otherwise a quorum of Directors would not be present.

29.4 A Director who to his knowledge is in any way, whether directly or indirectly, interested in a contract or proposed contract, transaction or arrangement with the Company and has complied with the provisions of the Companies Acts and these Bye-Laws with regard to disclosure of his interest shall be entitled to vote in respect of any contract, transaction or arrangement in which he is so interested and if he shall do so his vote shall be counted, and he shall be taken into account in ascertaining whether a quorum is present.

29.5 The Resident Representative shall, upon delivering written notice of an address for the purposes of receipt of notice to the Registered Office, be entitled to receive notice of, attend and be heard at, and to receive minutes of all meetings of the Board.

29.6 So long as a quorum of Directors remains in office, the continuing Directors may act notwithstanding any vacancy in the Board but, if no such quorum remains, the continuing Directors or a sole continuing Director may act only for the purpose of calling a general meeting.

29.7 The Board may choose one of their number to preside as chairman at every meeting of the Board. If there is no such chairman, or if at any meeting the chairman is not present within five (5) minutes after the time appointed for holding the meeting, or is not willing to act as chairman, the Directors present may choose one of their number to be chairman of the meeting.

29.8 The meetings and proceedings of any committee consisting of two (2) or more members shall be governed by the provisions contained in these Bye-Laws for regulating the meetings and proceedings of the Board so far as the same are applicable and are not superseded by any regulations imposed by the Board.

29.9 A resolution in writing signed by all the Directors for the time being entitled to receive notice of a meeting of the Board (or by an Alternate Director, as provided for in these Bye-Laws) or by all the members of a committee for the time being shall be as valid and effectual as a resolution passed at a meeting of the Board or, as the case may be, of such committee duly called and constituted. Such resolution may be contained in one document or in several documents in the like form each signed by one or more of the Directors or members of the committee concerned.

29.10 A meeting of the Board or a committee appointed by the Board may be held by means of such telephone, electronic or other communication facilities (including, without limiting the generality of the foregoing, by telephone or by video conferencing) as permit all persons participating in the meeting to communicate with each other simultaneously and instantaneously and participation in such a meeting shall constitute presence in person at such meeting. Such a meeting shall be deemed to take place where the largest group of those Directors participating in the meeting are physically assembled, or, if there is no such group, where the chairman of the meeting then is.

29.11 All acts done by the Board or by any committee or by any person acting as a Director or member of a committee or any person duly authorised by the Board or any committee shall, notwithstanding that it is afterwards discovered that there was some defect in the appointment of any member of the Board or such committee or person acting as aforesaid or that they or any of them were disqualified or had vacated their office, be as valid as if every such person had been duly appointed and was qualified and had continued to be a Director, member of such committee or person so authorised.

29.12 If the Company has elected to have a sole Director, the provisions contained in this Bye-Law for meetings of the Directors do not apply and such sole Director has full power to represent and act for the Company in all matters as are not by the Companies Acts, its memorandum or the Bye-Laws required to be exercised by the Shareholders. In lieu of minutes of a meeting, the sole Director shall record in writing and sign a note or memorandum of all matters requiring a resolution of Directors. Such a note or memorandum constitutes sufficient evidence of such resolution for all purposes.

Officers

30. Officers.

30.1 The Officers of the Company, who may or may not be Directors, may be appointed by the Board at any time. Any person appointed pursuant to this Bye-Law shall hold office for such period and upon such terms as the Board may determine and the Board may revoke or terminate any such appointment. Any such revocation or termination shall be without prejudice to any claim for damages that such Officer may have against the Company or the Company may have against such Officer for any breach of any contract of service between him and the Company which may be involved in such revocation or termination. Save as provided in the Companies Acts or these Bye-Laws, the powers and duties of the Officers of the Company shall be such (if any) as are determined from time to time by the Board.

30.2 The provisions of these Bye-Laws as to resignation and disqualification of Directors shall mutatis mutandis apply to the resignation and disqualification of Officers.

Minutes

31. Minutes.

31.1 The Board shall cause minutes to be made and books kept for the purpose of recording:

- (a) all appointments of Officers made by the Board;
- (b) the names of the Directors and other persons (if any) present at each meeting of the Board and of any committee; and
- (c) all proceedings at meetings of the Company, of the holders of any class of shares in the Company, of the Board and of committees appointed by the Board or the Shareholders.

31.2 Shareholders shall only be entitled to see the register of Directors and Officers, the Register, the financial information provided for in Bye-Law 38.3 and the minutes of meetings of the Shareholders of the Company.

Secretary and resident representative

32. Secretary and resident representative.

32.1 The Secretary (including one or more deputy or assistant secretaries) and, if required, the Resident Representative, shall be appointed by the Board at such remuneration (if any) and upon such terms as it may think fit and any Secretary and Resident Representative so appointed may be removed by the Board. The duties of the Secretary and the duties of the Resident Representative shall be those prescribed by the Companies Acts together with such other duties as shall from time to time be prescribed by the Board.

32.2 A provision of the Companies Acts or these Bye-Laws requiring or authorising a thing to be done by or to a Director and the Secretary shall not be satisfied by its being done by or to the same person acting both as Director and as, or in the place of, the Secretary.

The seal

33. The seal.

33.1 The Board may authorise the production of a common seal of the Company and one or more duplicate common seals of the Company, which shall consist of a circular device with the name of the Company around the outer margin thereof and the country and year of registration in Bermuda across the centre thereof.

33.2 Any document required to be under seal or executed as a deed on behalf of the Company may be:

- (a) executed under the Seal in accordance with these Bye-Laws; or
- (b) signed or executed by any person authorised by the Board for that purpose, without the use of the Seal.

33.3 The Board shall provide for the custody of every Seal. A Seal shall only be used by authority of the Board or of a committee constituted by the Board. Subject to these Bye-Laws, any instrument to which a Seal is affixed shall be attested by the signature of:

- (a) a Director; or
- (b) the Secretary; or
- (c) any one person authorised by the Board for that purpose.

Dividends and other payments

34. Dividends and other payments.

34.1 The Board may from time to time declare dividends or distributions out of contributed surplus to be paid to the Shareholders according to their rights and interests, including such interim dividends as appear to the Board to be justified by the position of the Company. The Board, in its discretion, may determine that any dividend shall be paid in cash or shall be satisfied, subject to Bye-Law 36, in paying up in full shares in the Company to be issued to the Shareholders credited as fully paid or partly paid or partly in one way and partly the other. The Board may also pay any fixed cash dividend which is payable on any shares of the Company half yearly or on such other dates, whenever the position of the Company, in the opinion of the Board, justifies such payment.

34.2 Except insofar as the rights attaching to, or the terms of issue of, any share otherwise provide:

(a) all dividends or distributions out of contributed surplus may be declared and paid according to the amounts paid up on the shares in respect of which the dividend or distribution is paid, and an amount paid up on a share in advance of calls may be treated for the purpose of this Bye-Law as paid-up on the share;

(b) dividends or distributions out of contributed surplus may be apportioned and paid pro rata according to the amounts paid-up on the shares during any portion or portions of the period in respect of which the dividend or distribution is paid.

34.3 The Board may deduct from any dividend, distribution or other monies payable to a Shareholder by the Company on or in respect of any shares all sums of money (if any) presently payable by him to the Company on account of calls or otherwise in respect of shares of the Company.

34.4 No dividend, distribution or other monies payable by the Company on or in respect of any share shall bear interest against the Company.

34.5 Any dividend, distribution or interest, or part thereof payable in cash, or any other sum payable in cash to the holder of shares may be paid by cheque or warrant sent through the post or by courier addressed to the holder at his address in the Register or, in the case of joint holders, addressed to the holder whose name stands first in the Register in respect of the shares at his registered address as appearing in the Register or addressed to such person at such address as the holder or joint holders may in writing direct. Every such cheque or warrant shall, unless the holder or joint holders otherwise direct, be made payable to the order of the holder or, in the case of joint holders, to the order of the holder whose name stands first in the Register in respect of such shares, and shall be sent at his or their risk and payment of the cheque or warrant by the bank on which it is drawn shall constitute a good discharge to the Company. Any one of two (2) or more joint holders may give effectual receipts for any dividends, distributions or other monies payable or property distributable in respect of the shares held by such joint holders.

34.6 Any dividend or distribution out of contributed surplus unclaimed for a period of six (6) years from the date of declaration of such dividend or distribution shall be forfeited and shall revert to the Company and the payment by the Board of any unclaimed dividend, distribution, interest or other sum payable on or in respect of the share into a separate account shall not constitute the Company a trustee in respect thereof.

34.7 The Board may also, in addition to its other powers, direct payment or satisfaction of any dividend or distribution out of contributed surplus wholly or in part by the distribution of specific assets, and in particular of paid-up shares or debentures of any other company, and where any difficulty arises in regard to such distribution or dividend, the Board may settle it as it thinks expedient, and in particular, may authorise any person to sell and transfer any fractions or may ignore fractions altogether, and may fix the value for distribution or dividend purposes of any such specific assets and may determine that cash payments shall be made to any Shareholders upon the footing of the values so fixed in order to secure equality of distribution and may vest any such specific assets in trustees as may seem expedient to the Board, provided that such dividend or distribution may not be satisfied by the distribution of any partly paid shares or debentures of any company without the sanction of a Resolution.

35. Reserves. The Board may, before declaring any dividend or distribution out of contributed surplus, set aside such sums as it thinks proper as reserves which shall, at the discretion of the Board, be applicable for any purpose of the Company and pending such application may, also at such discretion, either be employed in the business of the Company or be invested in such investments as the Board may from time to time think fit. The Board may also without placing the same to reserve carry forward any sums which it may think it prudent not to distribute.

Capitalisation of profits

36. Capitalisation of profits.

36.1 The Board may from time to time resolve to capitalise all or any part of any amount for the time being standing to the credit of any reserve or fund which is available for distribution or to the credit of any share premium account and accordingly that such amount be set free for distribution amongst the Shareholders or any class of Shareholders who would be entitled thereto if distributed by way of dividend and in the same proportions, on the footing that the same be not paid in cash but be applied either in or towards paying up amounts for the time being unpaid on any shares in the Company held by such Shareholders respectively or in payment up in full of unissued shares, debentures or other obligations of the Company, to be allotted and distributed credited as fully paid amongst such Shareholders, or partly in one way and partly in the other, provided that for the purpose of this Bye-Law, a share premium account may be applied only in paying up of unissued shares to be issued to such Shareholders credited as fully paid.

36.2 Where any difficulty arises in regard to any distribution under this Bye-Law, the Board may settle the same as it thinks expedient and, in particular, may authorise any person to sell and transfer any fractions or may resolve that the distribution should be as nearly as may be practicable in the correct proportion but not exactly so or may ignore fractions altogether, and may determine that cash payments should be made to any Shareholders in order to adjust the rights of all parties, as may seem expedient to the Board. The Board may appoint any person to sign on behalf of the persons entitled to participate in the distribution any contract necessary or desirable for giving effect thereto and such appointment shall be effective and binding upon the Shareholders.

Record dates

37. Record dates. Notwithstanding any other provisions of these Bye-Laws, the Company may by Resolution or the Board may fix any date as the record date for any dividend, distribution, allotment or issue and for the purpose of identifying the persons entitled to receive notices of any general meeting and to vote at any general meeting. Any such record date may be on or at any time before or after any date on which such dividend, distribution, allotment or issue is declared, paid or made or such notice is despatched.

Accounting records

38. Accounting records.

38.1 The Board shall cause to be kept accounting records sufficient to give a true and fair view of the state of the Company's affairs and to show and explain its transactions, in accordance with the Companies Acts.

38.2 The records of account shall be kept at the Registered Office or at such other place or places as the Board thinks fit, and shall at all times be open to inspection by the Directors, PROVIDED that if the records of account are kept at some place outside Bermuda, there shall be kept at an office of the Company in Bermuda such records as will enable the Directors to ascertain with reasonable accuracy the financial position of the Company at the end of each three (3) month period. No Shareholder (other than an Officer of the Company) shall have any right to inspect any accounting record or book or document of the Company except as conferred by law or authorised by the Board or by Resolution.

38.3 A copy of every balance sheet and statement of income and expenditure, including every document required by law to be annexed thereto, which is to be laid before the Company in general meeting, together with a copy of the Auditors' report, shall be sent to each person entitled thereto in accordance with the requirements of the Companies Acts.

Audit

39. Audit. Save and to the extent that an audit is waived in the manner permitted by the Companies Acts, Auditors shall be appointed and their duties regulated in accordance with the Companies Acts, any other applicable law and such requirements not inconsistent with the Companies Acts as the Board may from time to time determine.

Service of notices and other documents

40. Service of notices and other documents.

40.1 Any notice or other document (including but not limited to a share certificate, any notice of a general meeting of the Company, any instrument of proxy and any document to be sent in accordance with Bye-Law 38.3) may be sent to, served on or delivered to any Shareholder by the Company

- (a) personally;
- (b) by sending it through the post (by airmail where applicable) in a pre-paid letter addressed to such Shareholder at his address as appearing in the Register;
- (c) by sending it by courier to or leaving it at the Shareholder's address appearing in the Register;
- (d) where applicable, by sending it by e-mail or facsimile or other mode of representing or reproducing words in a legible and non-transitory form or by sending an electronic record of it by electronic means, in each case to an address or number supplied by such Shareholder for the purposes of communication in such manner; or
- (e) by publication of an electronic record of it on a website and notification of such publication (which shall include the address of the website, the place on the website where the document may be found, and how the document may be accessed on the website) by any of the methods set out in paragraphs (a), (b), (c) or (d) of this Bye-Law, in accordance with the Companies Acts.

In the case of joint holders of a share, service or delivery of any notice or other document on or to one of the joint holders shall for all purposes be deemed as sufficient service on or delivery to all the joint holders.

40.2 Any notice or other document shall be deemed to have been served on or delivered to any Shareholder by the Company

- (a) if sent by personal delivery, at the time of delivery;
- (b) if sent by post, forty-eight (48) hours after it was put in the post;
- (c) if sent by courier or facsimile, twenty-four (24) hours after sending;
- (d) if sent by e-mail or other mode of representing or reproducing words in a legible and non-transitory form or as an electronic record by electronic means, twelve (12) hours after sending; or
- (e) if published as an electronic record on a website, at the time that the notification of such publication shall be deemed to have been delivered to such Shareholder,

and in proving such service or delivery, it shall be sufficient to prove that the notice or document was properly addressed and stamped and put in the post, published on a website in accordance with the Companies Acts and the provisions of these Bye-Laws, or sent by courier, facsimile, e-mail or as an electronic record by electronic means, as the case may be, in accordance with these Bye-Laws.

Each Shareholder and each person becoming a Shareholder subsequent to the adoption of these Bye-Laws, by virtue of its holding or its acquisition and continued holding of a share, as applicable, shall be deemed to have acknowledged and agreed that any notice or other document (excluding a share certificate) may be provided by the Company by way of accessing them on a website instead of being provided by other means.

40.3 Any notice or other document delivered, sent or given to a Shareholder in any manner permitted by these Bye-Laws shall, notwithstanding that such Shareholder is then dead or bankrupt or that any other event has occurred, and whether or not the Company has notice of the death or bankruptcy or other event, be deemed to have been duly served or delivered in respect of any share registered in the name of such Shareholder as sole or joint holder unless his name shall, at the time of the service or delivery of the notice or document, have been removed from the Register as the holder of the share, and such service or delivery shall for all purposes be deemed as sufficient service or delivery of such notice or document on all persons interested (whether jointly with or as claiming through or under him) in the share.

40.4 Save as otherwise provided, the provisions of these Bye-Laws as to service of notices and other documents on Shareholders shall mutatis mutandis apply to service or delivery of notices and other documents to the Company or any Director, Alternate Director or Resident Representative pursuant to these Bye-Laws.

Winding up

41. Winding up. If the Company shall be wound up, the liquidator may, with the sanction of a Resolution of the Company and any other sanction required by the Companies Acts, divide amongst the Shareholders in specie or kind the whole or any part of the assets of the Company (whether they shall consist of property of the same kind or not) and may for such purposes set such values as he deems fair upon any property to be divided as aforesaid and may determine how such division shall be carried out as between the Shareholders or different classes of Shareholders. The liquidator may, with the like sanction, vest the whole or any part of such assets in trustees upon such trust for the benefit of the contributories as the liquidator, with the like sanction, shall think fit, but so that no Shareholder shall be compelled to accept any shares or other assets upon which there is any liability.

Indemnity

42. Indemnity.

42.1 Subject to the proviso below, every Indemnified Person shall be indemnified and held harmless out of the assets of the Company against all liabilities, loss, damage or expense (including but not limited to liabilities under contract, tort and statute or any applicable foreign law or regulation and all reasonable legal and other costs including defence costs incurred in defending any legal proceedings whether civil or criminal and expenses properly payable) incurred or suffered by him by or by reason of any act done, conceived in or omitted in the conduct of the Company's business or in the discharge of his duties and the indemnity contained in this Bye-Law shall extend to any Indemnified Person acting in any office or trust in the reasonable belief that he has been appointed or elected to such office or trust notwithstanding any defect in such appointment or election PROVIDED ALWAYS that the indemnity contained in this Bye-Law shall not extend to any matter which would render it void pursuant to the Companies Acts.

42.2 No Indemnified Person shall be liable to the Company for the acts, defaults or omissions of any other Indemnified Person.

42.3 To the extent that any Indemnified Person is entitled to claim an indemnity pursuant to these Bye-Laws in respect of amounts paid or discharged by him, the relevant indemnity shall take effect as an obligation of the Company to reimburse the person making such payment or effecting such discharge.

42.4 Each Shareholder and the Company agree to waive any claim or right of action he or it may at any time have, whether individually or by or in the right of the Company, against any Indemnified Person on account of any action taken by such Indemnified Person or the failure of such Indemnified Person to take any action in the performance of his duties with or for the Company PROVIDED HOWEVER that such waiver shall not apply to any claims or rights of action arising out of the fraud of such Indemnified Person or to recover any gain, personal profit or advantage to which such Indemnified Person is not legally entitled.

42.5 The Company shall advance moneys to any Indemnified Person for the costs, charges, and expenses incurred by the Indemnified Person in defending any civil or criminal proceedings against them, on condition and receipt of an undertaking in a form satisfactory to the Company that the Indemnified Person shall repay such portion of the advance attributable to any claim of fraud or dishonesty if such a claim is proved against the Indemnified Person.

42.6 The advance of moneys shall not be paid unless the advance is duly authorised upon a determination that the indemnification of the Indemnified Person was appropriate because the Indemnified Person has met the standard of conduct which entitles the Indemnified Person to indemnification and further the determination referred to above must be made by a majority vote of the Board at a meeting duly constituted by a quorum of Directors not party to the proceedings in respect of which the indemnification is, or would be, claimed; or, in the case such meeting cannot be constituted by lack of disinterested quorum, by an independent third party; or, alternatively, by a majority vote of the Shareholders.

Amalgamation and merger

43. Amalgamation and merger. Any resolution proposed for consideration at any general meeting to approve the amalgamation or merger of the Company with any other company, wherever incorporated, shall require the approval of a simple majority of votes cast at such meeting and the quorum for such meeting shall be that required in Bye-Law 19.1 and a poll may be demanded in respect of such resolution in accordance with the provisions of Bye-Law 20.2.

Continuation

44. Continuation. Subject to the Companies Acts, the Board may approve the discontinuation of the Company in Bermuda and the continuation of the Company in a jurisdiction outside Bermuda. The Board, having resolved to approve the discontinuation of the Company, may further resolve not to proceed with any application to discontinue the Company in Bermuda or may vary such application as it sees fit.

Alteration of bye-laws

45. Alteration of bye-laws. These Bye-Laws may be amended from time to time by resolution of the Board, but subject to approval by Resolution.

Third resolution

It was decided to acknowledge and accept upon the Effective Date the resignation of the current managers of the Company as of the Effective Date and to grant discharge to the managers for the performance of their duties until the Effective Date.

Fourth resolution

It was decided to appoint, in compliance with Bermuda law and upon the Effective Date, a sole director namely Mr Ronald Cami, as well as officers namely Mr Clive Denis Bode, Mr David Bonderman, Mr Ronald Cami, Mr James George Coulter, Mr David Craig Reintjes, Mr John Edward Viola, Mr Steven Andrew Willmann and Appleby Services (Bermuda) Ltd. as secretary of the Company in compliance with the laws of Bermuda until the next annual general meeting of the Company or until the appointment is terminated in accordance with the Bye-Laws of the Company.

Fifth resolution

It was decided to instruct any member of the board of managers of the Company in office at the relevant time and to any authorised signatory of Appleby (Bermuda) Limited (each an "Attorney"), each of them acting individually, with full power of substitution, to take the appropriate steps, accomplish all necessary formalities and sign any documents required under Bermuda law and apply on the Company's behalf, to the Bermuda Registrar of Companies and the Bermuda Monetary Authority for approval of the Migration in Bermuda and to instruct any Attorney, each of them acting individually, with full power of substitution, to take all actions and do such things as are necessary for the resolutions to be adopted on the above agenda items to be implemented (including, where appropriate, amendments that could be made to the Constitutional Documents in the form attached to the proxy), and to execute any such document (including any notarial deeds) required under the above resolutions and in particular to render the Migration effective and enforceable towards third parties including to have the registration with the Bermuda Registrar of Companies in Hamilton, Bermuda and the occurrence of the Effective Date duly acknowledged in front of a public notary of his choice in Luxembourg, if required.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind which will have to be borne by the Company are estimated at approximately Euro 3,000.-.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said person appearing signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English except for part of the second resolution, is followed by a translation into French. In case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quinze juillet.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu,

en vertu d'une procuration datée du 11 juillet 2014 (laquelle restera annexée au présent acte), Me Maryline Esteves, maître en droit, demeurant professionnellement au Grand-Duché de Luxembourg, pour le compte de TPG VI Wolverine, LP, une limited partnership régie par les lois des Îles Caïmans, dont le siège social est situé à c/o Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Îles Caïmans, immatriculée auprès du registre des Îles

Caimans sous le numéro MC-74092, étant l'associé unique (l'«Associé Unique») de Wolverine Holdings, S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 5, rue Eugène Ruppert, L- 2453 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 184784, constituée le 12 février 2014 en tant que société à responsabilité limitée par acte du notaire soussigné, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C»), numéro 1120 du 3 mai 2014 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 14 mars 2014 par acte du notaire soussigné, publié au Mémorial C, numéro 1422 du 3 juin 2014.

La personne comparante a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I. L'Associé Unique détient l'ensemble des un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales émises de la Société, de sorte que des décisions peuvent être prises sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour.

II. Les points sur lesquels des résolutions doivent être adoptées sont les suivants:

1. Transfert du siège social, de l'administration centrale et du centre des intérêts principaux de la Société de Luxembourg aux Bermudes et par conséquent, changement de nationalité de la Société, la migration et le changement de nationalité de la Société prenant effet à compter de l'immatriculation de la Société auprès du Registrar of Companies à Hamilton, Bermudes (la «Date de Prise d'Effet»), et reconnaissance que, par conséquent, la Société deviendra à compter de la Date de Prise d'Effet une exempted limited liability company régie par le droit bermudien et soumise à celui-ci en continuation de son existence juridique et sans liquidation (la «Migration»);

2. À la Date de Prise d'Effet, changement de la dénomination sociale de la Société en «TWG Holdings Limited» et transformation de la Société en une exempted limited liability company bermudienne en vertu du droit bermudien et adoption des documents constitutifs suivants conformément au droit bermudien sous la forme annexée à la procuration donnée par l'Associé Unique (les «Documents Constitutifs») au lieu des statuts existants de la Société:

i. Memorandum of Continuance (mémoire de continuation) qui comprend le changement du capital social de la Société qui est actuellement 12.500 euros divisé en 1.250.000 parts sociales de 0,01 EUR chacune à 100 USD divisé en 100 parts sociales de 1 USD chacune; et

ii. Statuts

3. Acquiescement et acceptation de la démission des gérants actuels de la Société à la Date de Prise d'Effet et décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la Date de Prise d'Effet;

4. À la Date de Prise d'Effet, nomination de l'administrateur unique de la Société, soit M. Ronald Cami, ainsi que de dirigeants, à savoir M. Clive Denis Bode, M. David Bonderman, M. Ronald Cami, M. James George Coulter, M. David Craig Reintjes, M. John Edward Viola, M. Steven Andrew Willmann et Appleby Services (Bermuda) Ltd. en tant que secrétaire de la Société conformément au droit bermudien jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle de la Société ou jusqu'à ce qu'il soit mis fin à la nomination conformément aux Statuts de la Société;

5. Instruction donnée à tout membre du conseil de gérance de la Société en fonction au moment opportun et à tout signataire autorisé d'Appleby (Bermuda) Limited (chacun, un «Mandataire»), chacun d'eux agissant individuellement, avec pleins pouvoirs de substitution, de prendre les mesures opportunes, réaliser toutes les formalités nécessaires et signer tous les documents requis sous le droit bermudien et demander au nom de la Société, au Registrar of Companies des Bermudes et au Bermuda Monetary Authority l'approbation de la Migration et instruction donnée à tout Mandataire, chacun d'eux agissant individuellement, avec pleins pouvoirs de substitution, de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les résolutions soient adoptées sur les points de l'ordre du jour ci-dessus à mettre en oeuvre (y compris, s'il y a lieu, les modifications qui pourraient être apportées aux Documents Constitutifs sous la forme annexée à la procuration), et de signer tous les documents (y compris tout acte notarié) requis au titre des résolutions ci-dessus et notamment de rendre la Migration effective et opposable aux tiers, y compris de faire dûment reconnaître devant un notaire de son choix au Luxembourg, s'il y a lieu, la survenance de la Date de Prise d'Effet.

6. Divers.

III. La Migration envisagée sans liquidation préalable peut être valablement adoptée en vertu des lois de ce pays à condition que la migration soit acceptée par la loi du pays de destination. Selon les conseils obtenus des avocats bermudiens, le droit bermudien accepte effectivement cette migration.

À la suite de quoi, les décisions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il a été décidé de transférer le siège social, l'administration centrale et le centre des intérêts principaux de la Société du 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg aux Bermudes, Canon's Court, 22 Victoria Street, Hamilton HM 12, Bermudes et par conséquent, de changer la nationalité de la Société, la migration et le changement de nationalité de la Société prenant effet à compter de l'immatriculation de la Société auprès du Registrar of Companies à Hamilton, Bermudes (la «Date de Prise d'Effet»).

Il a été reconnu qu'en raison de la migration, la Société deviendra, à compter de la Date de Prise d'Effet, une exempted limited liability company régie par le droit bermudien et soumise à celui-ci en continuation de son existence juridique et sans liquidation (la «Migration»). Par conséquent, entre autres choses, l'exercice comptable actuel de la Société ayant débuté le 12 février 2014 se terminera régulièrement le 31 décembre 2014.

Le transfert de siège social de la Société aux Bermudes n'entraînera pas, que ce soit d'un point de vue fiscal ou légal, la formation d'une nouvelle société, ni ne préjudiciera ou n'affectera la continuité de la Société. La présente résolution est prise conformément au droit bermudien.

Le notaire soussigné déclare n'avoir aucune connaissance du droit bermudien et n'assume aucune responsabilité quelle qu'elle soit concernant la faisabilité juridique ou pratique de la présente opération, ou ses effets en vertu du droit bermudien.

Deuxième résolution

Il a été décidé qu'à la Date de Prise d'Effet, la Société changera sa dénomination sociale en «TWG Holdings Limited» et se transformera en une exempted limited liability company bermudienne en vertu du droit bermudien et sera régie par les Documents Constitutifs sous la forme annexée à la procuration donnée par l'Associé Unique en conformité avec le droit bermudien (étant entendu que les formalités prévues par le droit bermudien afin d'adopter les Documents Constitutifs seront réalisées):

MEMORANDUM OF CONTINUANCE OF TWG Holdings Limited (hereinafter referred to as "the Company")

1. The liability of the members of the Company is limited to the amount (if any) for the time being unpaid on the shares respectively held by them.

2. The Company is an exempted company as defined by the Companies Act 1981.

3. The authorised share capital of the Company is US\$100 divided into 100 shares of US\$1 each.

4. The Company, with the consent of the Minister of Finance, has power to hold land situate in Bermuda not exceeding in all, including the following parcels:-

Not applicable

The Company shall not have power to hold land situated in Bermuda.

5. Details of Incorporation: The Company was incorporated in Luxembourg on 12 February 2014 under the name "Wolverine Holdings S.ar.l".

6. The objects of the Company from the date of continuance are unrestricted and the Company has the capacity rights, powers and privileges:

(i) of a natural person;

(ii) subject to the provisions of Section 42 of the Companies Act 1981, to issue preference shares which at the option of the holders thereof are to be liable to be redeemed;

(v) to purchase its own shares in accordance with the provisions of Section 42A of the Companies Act 1981; and

(vi) to acquire its own shares to be held as treasury shares in accordance with the provisions of Section 42B of the Companies Act 1981.

BYE-LAWS OF TWG HOLDINGS LIMITED

Interpretation

1. Definitions and interpretation.

1.1 In these Bye-Laws, unless the context otherwise requires:

Alternate Director: means an alternate Director appointed to the Board as provided for in these Bye-Laws;

Auditor: means the person or firm for the time being appointed as auditor of the Company;

Bermuda: means the Islands of Bermuda;

Board: means the Directors of the Company appointed or elected pursuant to these Bye-Laws and acting by resolution as provided for in the Companies Acts and in these Bye-Laws or the Directors present at a meeting of Directors at which there is a quorum;

Companies Acts: means every Bermuda statute from time to time in force concerning companies insofar as the same applies to the Company;

Company: means TWG Holdings Limited, a company incorporated in Luxembourg on 12 February 2014 under the name "Wolverine Holdings S.à.r.l." and continued into Bermuda on 15 July 2014.

Director: means such person or persons appointed or elected to the Board from time to time pursuant to these Bye-Laws and includes an Alternate Director;

Indemnified Person: means any Director, Officer, Resident Representative, member of a committee duly constituted under these Bye-Laws and any liquidator, manager or trustee for the time being acting in relation to the affairs of the Company, and his heirs, executors and administrators;

Officer: means a person appointed by the Board pursuant to these Bye-Laws but shall not include the Auditor;

paid up: means paid up or credited as paid up;

Register: means the Register of Shareholders of the Company maintained by the Company in Bermuda;

Registered Office: means the registered office of the Company which shall be at such place in Bermuda as the Board shall from time to time determine;

Resident Representative: means (if any) the individual or the company appointed to perform the duties of resident representative set out in the Companies Acts and includes any assistant or deputy Resident Representative appointed by the Board to perform any of the duties of the Resident Representative;

Resolution: means a resolution of the Shareholders passed in a general meeting or, where required, of a separate class or separate classes of shareholders passed in a separate general meeting or in either case adopted by resolution in writing, in accordance with the provisions of these Bye-Laws;

Seal: means the common seal of the Company and includes any authorised duplicate thereof;

Secretary: means the individual or the company appointed by the Board to perform any of the duties of the Secretary and includes a temporary or assistant or deputy Secretary;

share: means share in the capital of the Company and includes a fraction of a share;

Shareholder: means a shareholder or member of the Company provided that for the purposes of Bye-Law 42 it shall also include any holder of notes, debentures or bonds issued by the Company;

these Bye-Laws: means these Bye-Laws in their present form.

1.2 For the purposes of these Bye-Laws, a corporation which is a shareholder shall be deemed to be present in person at a general meeting if, in accordance with the Companies Acts, its authorised representative is present.

1.3 For the purposes of these Bye-Laws, a corporation which is a Director shall be deemed to be present in person at a Board meeting if an officer, attorney or other person authorised to attend on its behalf is present, and shall be deemed to discharge its duties and carry out any actions required under these Bye-Laws and the Companies Acts, including the signing and execution of documents, deeds and other instruments, if an officer, attorney or other person authorised to act on its behalf so acts.

1.4 Words importing only the singular number include the plural number and vice versa.

1.5 Words importing only the masculine gender include the feminine and neuter genders respectively.

1.6 Words importing persons include companies, associations, bodies of persons, whether corporate or not.

1.7 Words importing a Director as an individual shall include companies, associations and bodies of persons, whether corporate or not.

1.8 A reference to writing shall include typewriting, printing, lithography, photography and electronic record.

1.9 Any words or expressions defined in the Companies Acts in force at the date when these Bye-Laws or any part thereof are adopted shall bear the same meaning in these Bye-Laws or such part (as the case may be).

Registered office

2. Registered office. The Registered Office shall be at such place in Bermuda as the Board shall from time to time appoint.

Shares and share rights

3. Share rights.

3.1 Subject to any special rights conferred on the holders of any share or class of shares, any share in the Company may be issued with or have attached thereto such preferred, deferred, qualified or other special rights or such restrictions, whether in regard to dividend, voting, return of capital or otherwise, as the Company may by Resolution determine or, if there has not been any such determination or so far as the same shall not make specific provision, as the Board may determine.

3.2 Subject to the Companies Acts, any preference shares may, with the sanction of a resolution of the Board, be issued on terms:

(a) that they are to be redeemed on the happening of a specified event or on a given date; and/or,

(b) that they are liable to be redeemed at the option of the Company; and/or,

(c) if authorised by the memorandum of association of the Company, that they are liable to be redeemed at the option of the holder.

The terms and manner of redemption shall be provided for in such resolution of the Board and shall be attached to but shall not form part of these Bye-Laws.

3.3 The Board may, at its discretion and without the sanction of a Resolution, authorise the purchase by the Company of its own shares upon such terms as the Board may in its discretion determine, provided always that such purchase is effected in accordance with the provisions of the Companies Acts.

3.4 The Board may, at its discretion and without the sanction of a Resolution, authorise the acquisition by the Company of its own shares, to be held as treasury shares, upon such terms as the Board may in its discretion determine, provided always that such acquisition is effected in accordance with the provisions of the Companies Acts. The Company shall be entered in the Register as a Shareholder in respect of the shares held by the Company as treasury shares and shall be a Shareholder of the Company but subject always to the provisions of the Companies Acts and for the avoidance of doubt the Company shall not exercise any rights and shall not enjoy or participate in any of the rights attaching to those shares save as expressly provided for in the Companies Acts.

4. Modification of rights.

4.1 Subject to the Companies Acts, all or any of the special rights for the time being attached to any class of shares for the time being issued may from time to time (whether or not the Company is being wound up) be altered or abrogated with the consent in writing of the holders of not less than seventy-five per cent (75%) of the issued shares of that class or with the sanction of a resolution passed at a separate general meeting of the holders of such shares voting in person or by proxy. To any such separate general meeting, all the provisions of these Bye-Laws as to general meetings of the Company shall mutatis mutandis apply, but so that the necessary quorum shall be one or more persons holding or representing by proxy any of the shares of the relevant class, that every holder of shares of the relevant class shall be entitled on a poll to one vote for every such share held by him and that any holder of shares of the relevant class present in person or by proxy may demand a poll.

4.2 The special rights conferred upon the holders of any shares or class of shares shall not, unless otherwise expressly provided in the rights attaching to or the terms of issue of such shares, be deemed to be altered by the creation or issue of further shares ranking *pari passu* therewith.

5. Shares.

5.1 Subject to the provisions of these Bye-Laws, the unissued shares of the Company (whether forming part of the original capital or any increased capital) shall be at the disposal of the Board, which may offer, allot, grant options over or otherwise dispose of them to such persons, at such times and for such consideration and upon such terms and conditions as the Board may determine.

5.2 Subject to the provisions of these Bye-Laws, any shares of the Company held by the Company as treasury shares shall be at the disposal of the Board, which may hold all or any of the shares, dispose of or transfer all or any of the shares for cash or other consideration, or cancel all or any of the shares.

5.3 The Board may in connection with the issue of any shares exercise all powers of paying commission and brokerage conferred or permitted by law.

5.4 Except as ordered by a court of competent jurisdiction or as required by law, no person shall be recognised by the Company as holding any share upon trust and the Company shall not be bound by or required in any way to recognise (even when having notice thereof) any equitable, contingent, future or partial interest in any share or in any fractional part of a share or (except only as otherwise provided in these Bye-Laws or by law) any other right in respect of any share except an absolute right to the entirety thereof in the registered holder.

6. Certificates.

6.1 The Company shall be under no obligation to complete and deliver a share certificate unless specifically called upon to do so by the person to whom the shares have been issued. In the case of a share held jointly by several persons, delivery of a certificate to one of several joint holders shall be sufficient delivery to all.

6.2 If a share certificate is defaced, lost or destroyed, it may be replaced without fee but on such terms (if any) as to evidence and indemnity and to payment of the costs and out of pocket expenses of the Company in investigating such evidence and preparing such indemnity as the Board may think fit and, in case of defacement, on delivery of the old certificate to the Company.

6.3 All certificates for share or loan capital or other securities of the Company (other than letters of allotment, scrip certificates and other like documents) shall, except to the extent that the terms and conditions for the time being relating thereto otherwise provide, be issued under the Seal or signed by a Director, the Secretary or any person authorised by the Board for that purpose. The Board may by resolution determine, either generally or in any particular case, that any signatures on any such certificates need not be autographic but may be affixed to such certificates by some mechanical means or may be printed thereon or that such certificates need not be signed by any persons.

7. Lien.

7.1 The Company shall have a first and paramount lien on every share (not being a fully paid share) for all monies, whether presently payable or not, called or payable, at a date fixed by or in accordance with the terms of issue of such share in respect of such share, and the Company shall also have a first and paramount lien on every share (other than a fully paid share) standing registered in the name of a Shareholder, whether singly or jointly with any other person, for all the debts and liabilities of such Shareholder or his estate to the Company, whether the same shall have been incurred before or after notice to the Company of any interest of any person other than such Shareholder, and whether the time for the payment or discharge of the same shall have actually arrived or not, and notwithstanding that the same are joint debts or liabilities of such Shareholder or his estate and any other person, whether a Shareholder or not. The Company's lien on a share shall extend to all dividends payable thereon. The Board may at any time, either generally or in any particular case, waive any lien that has arisen or declare any share to be wholly or in part exempt from the provisions of this Bye-Law.

7.2 The Company may sell, in such manner as the Board may think fit, any share on which the Company has a lien but no sale shall be made unless some sum in respect of which the lien exists is presently payable nor until the expiration of fourteen (14) days after a notice in writing, stating and demanding payment of the sum presently payable and giving notice of the intention to sell in default of such payment, has been served on the holder for the time being of the share.

7.3 The net proceeds of sale by the Company of any shares on which it has a lien shall be applied in or towards payment or discharge of the debt or liability in respect of which the lien exists so far as the same is presently payable, and any residue shall (subject to a like lien for debts or liabilities not presently payable as existed upon the share prior to the sale) be paid to the person who was the holder of the share immediately before such sale. For giving effect to any such sale, the Board may authorise some person to transfer the share sold to the purchaser thereof. The purchaser shall be registered as the holder of the share and he shall not be bound to see to the application of the purchase money, nor shall his title to the share be affected by any irregularity or invalidity in the proceedings relating to the sale.

8. Calls on shares.

8.1 The Board may from time to time make calls upon the Shareholders (for the avoidance of doubt excluding the Company in respect of any nil or partly paid shares held by the Company as treasury shares) in respect of any monies unpaid on their shares (whether on account of the par value of the shares or by way of premium) and not by the terms of issue thereof made payable at a date fixed by or in accordance with such terms of issue, and each Shareholder shall (subject to the Company serving upon him at least fourteen (14) days' notice specifying the time or times and place of payment) pay to the Company at the time or times and place so specified the amount called on his shares. A call may be revoked or postponed as the Board may determine.

8.2 A call may be made payable by instalments and shall be deemed to have been made at the time when the resolution of the Board authorising the call was passed.

8.3 The joint holders of a share shall be jointly and severally liable to pay all calls in respect thereof.

8.4 If a sum called in respect of the share shall not be paid before or on the day appointed for payment thereof the person from whom the sum is due shall pay interest on the sum from the day appointed for the payment thereof to the time of actual payment at such rate as the Board may determine, but the Board shall be at liberty to waive payment of such interest wholly or in part.

8.5 Any sum which, by the terms of issue of a share, becomes payable on allotment or at any date fixed by or in accordance with such terms of issue, whether on account of the nominal amount of the share or by way of premium, shall for all the purposes of these Bye-Laws be deemed to be a call duly made, notified and payable on the date on which, by the terms of issue, the same becomes payable and, in case of non-payment, all the relevant provisions of these Bye-Laws as to payment of interest, forfeiture or otherwise shall apply as if such sum had become payable by virtue of a call duly made and notified.

8.6 The Board may on the issue of shares differentiate between the allottees or holders as to the amount of calls to be paid and the times of payment.

9. Forfeiture of shares.

9.1 If a Shareholder fails to pay any call or instalment of a call on the day appointed for payment thereof, the Board may at any time thereafter during such time as any part of such call or instalment remains unpaid serve a notice on him requiring payment of so much of the call or instalment as is unpaid, together with any interest which may have accrued.

9.2 The notice shall name a further day (not being less than fourteen (14) days from the date of the notice) on or before which, and the place where, the payment required by the notice is to be made and shall state that, in the event of non-payment on or before the day and at the place appointed, the shares in respect of which such call is made or instalment is payable will be liable to be forfeited. The Board may accept the surrender of any share liable to be forfeited hereunder and, in such case, references in these Bye-Laws to forfeiture shall include surrender.

9.3 If the requirements of any such notice as aforesaid are not complied with, any share in respect of which such notice has been given may at any time thereafter, before payment of all calls or instalments and interest due in respect thereof has been made, be forfeited by a resolution of the Board to that effect. Such forfeiture shall include all dividends declared in respect of the forfeited shares and not actually paid before the forfeiture.

9.4 When any share has been forfeited, notice of the forfeiture shall be served upon the person who was before forfeiture the holder of the share but no forfeiture shall be in any manner invalidated by any omission or neglect to give such notice as aforesaid.

9.5 A forfeited share shall be deemed to be the property of the Company and may be sold, re-offered or otherwise disposed of either to the person who was, before forfeiture, the holder thereof or entitled thereto or to any other person upon such terms and in such manner as the Board shall think fit, and at any time before a sale, re-allotment or disposition the forfeiture may be cancelled on such terms as the Board may think fit.

9.6 A person whose shares have been forfeited shall thereupon cease to be a Shareholder in respect of the forfeited shares but shall, notwithstanding the forfeiture, remain liable to pay to the Company all monies which at the date of forfeiture were presently payable by him to the Company in respect of the shares with interest thereon at such rate as the Board may determine from the date of forfeiture until payment, and the Company may enforce payment without being under any obligation to make any allowance for the value of the shares forfeited.

9.7 An affidavit in writing that the deponent is a Director of the Company or the Secretary and that a share has been duly forfeited on the date stated in the affidavit shall be conclusive evidence of the facts therein stated as against all persons claiming to be entitled to the share. The Company may receive the consideration (if any) given for the share on the sale, re-allotment or disposition thereof and the Board may authorise some person to transfer the share to the person to

whom the same is sold, re-allotted or disposed of, and he shall thereupon be registered as the holder of the share and shall not be bound to see to the application of the purchase money (if any) nor shall his title to the share be affected by any irregularity or invalidity in the proceedings relating to the forfeiture, sale, re-allotment or disposal of the share.

Register of shareholders

10. Register of shareholders. The Secretary shall establish and maintain the Register at the Registered Office in the manner prescribed by the Companies Acts. Unless the Board otherwise determines, the Register shall be open to inspection in the manner prescribed by the Companies Acts between 10:00 am and 12:00 noon on every working day. Unless the Board so determines, no Shareholder or intending Shareholder shall be entitled to have entered in the Register any indication of any trust or any equitable, contingent, future or partial interest in any share or any fractional part of a share and if any such entry exists or is permitted by the Board it shall not be deemed to abrogate any of the provisions of Bye-Law 5.4.

Register of directors and officers

11. Register of directors and officers. The Secretary shall establish and maintain a register of the Directors and Officers of the Company as required by the Companies Acts. The register of Directors and Officers shall be open to inspection in the manner prescribed by the Companies Acts between 10:00 am and 12:00 noon on every working day.

Transfer of shares

12. Transfer of shares.

12.1 Subject to the Companies Acts and to such of the restrictions contained in these Bye-Laws as may be applicable, any Shareholder may transfer all or any of his shares by an instrument of transfer in the usual common form or in any other form which the Board may approve. No such instrument shall be required on the redemption of a share or on the purchase by the Company of a share.

12.2 The instrument of transfer of a share shall be signed by or on behalf of the transferor and where any share is not fully-paid, the transferee. The transferor shall be deemed to remain the holder of the share until the name of the transferee is entered in the Register in respect thereof. All instruments of transfer when registered may be retained by the Company. The Board may, in its absolute discretion and without assigning any reason therefor, decline to register any transfer of any share which is not a fully-paid share. The Board may also decline to register any transfer unless:

(a) the instrument of transfer is duly stamped (if required by law) and lodged with the Company, accompanied by the certificate for the shares to which it relates, and such other evidence as the Board may reasonably require to show the right of the transferor to make the transfer,

(b) the instrument of transfer is in respect of only one class of share, and

(c) where applicable, the permission of the Bermuda Monetary Authority with respect thereto has been obtained.

12.3 Subject to any directions of the Board from time to time in force, the Secretary may exercise the powers and discretions of the Board under this Bye-Law.

12.4 If the Board declines to register a transfer it shall, within three (3) months after the date on which the instrument of transfer was lodged, send to the transferee notice of such refusal.

12.5 No fee shall be charged by the Company for registering any transfer, probate, letters of administration, certificate of death or marriage, power of attorney, stop notice, order of court or other instrument relating to or affecting the title to any share, or otherwise making an entry in the Register relating to any share.

Transmission of shares

13. Transmission of shares.

13.1 In the case of the death of a Shareholder, the survivor or survivors, where the deceased was a joint holder, and the estate representative, where he was sole holder, shall be the only person recognised by the Company as having any title to his shares; but nothing herein contained shall release the estate of a deceased holder (whether the sole or joint) from any liability in respect of any share held by him solely or jointly with other persons. For the purpose of this Bye-Law, estate representative means the person to whom probate or letters of administration has or have been granted in Bermuda or, failing any such person, such other person as the Board may in its absolute discretion determine to be the person recognised by the Company for the purpose of this Bye-Law.

13.2 Any person becoming entitled to a share in consequence of the death of a Shareholder or otherwise by operation of applicable law may, subject as hereafter provided and upon such evidence being produced as may from time to time be required by the Board as to his entitlement, either be registered himself as the holder of the share or elect to have some person nominated by him registered as the transferee thereof. If the person so becoming entitled elects to be registered himself, he shall deliver or send to the Company a notice in writing signed by him stating that he so elects. If he shall elect to have his nominee registered, he shall signify his election by signing an instrument of transfer of such share in favour of his nominee. All the limitations, restrictions and provisions of these Bye-Laws relating to the right to transfer and the registration of transfer of shares shall be applicable to any such notice or instrument of transfer as aforesaid as

if the death of the Shareholder or other event giving rise to the transmission had not occurred and the notice or instrument of transfer was an instrument of transfer signed by such Shareholder.

13.3 A person becoming entitled to a share in consequence of the death of a Shareholder or otherwise by operation of applicable law shall (upon such evidence being produced as may from time to time be required by the Board as to his entitlement) be entitled to receive and may give a discharge for any dividends or other monies payable in respect of the share, but he shall not be entitled in respect of the share to receive notices of or to attend or vote at general meetings of the Company or, save as aforesaid, to exercise in respect of the share any of the rights or privileges of a Shareholder until he shall have become registered as the holder thereof. The Board may at any time give notice requiring such person to elect either to be registered himself or to transfer the share and, if the notice is not complied with within sixty (60) days, the Board may thereafter withhold payment of all dividends and other monies payable in respect of the shares until the requirements of the notice have been complied with.

13.4 Subject to any directions of the Board from time to time in force, the Secretary may exercise the powers and discretions of the Board under this Bye-Law.

Share capital

14. Increase of capital.

14.1 The Company may from time to time increase its capital by such sum to be divided into shares of such par value as the Company by Resolution shall prescribe.

14.2 The Company may, by the Resolution increasing the capital, direct that the new shares or any of them shall be offered in the first instance either at par or at a premium or (subject to the provisions of the Companies Acts) at a discount to all the holders for the time being of shares of any class or classes in proportion to the number of such shares held by them respectively or make any other provision as to the issue of the new shares.

14.3 The new shares shall be subject to all the provisions of these Bye-Laws with reference to lien, the payment of calls, forfeiture, transfer, transmission and otherwise.

15. Alteration of capital.

15.1 The Company may from time to time by Resolution:

- (a) divide its shares into several classes and attach thereto respectively any preferential, deferred, qualified or special rights, privileges or conditions;
- (b) consolidate and divide all or any of its share capital into shares of larger par value than its existing shares;
- (c) sub-divide its shares or any of them into shares of smaller par value than is fixed by its memorandum, so, however, that in the sub-division the proportion between the amount paid and the amount, if any, unpaid on each reduced share shall be the same as it was in the case of the share from which the reduced share is derived;
- (d) make provision for the issue and allotment of shares which do not carry any voting rights;
- (e) cancel shares which, at the date of the passing of the Resolution in that behalf, have not been taken or agreed to be taken by any person, and diminish the amount of its share capital by the amount of the shares so cancelled; and
- (f) change the currency denomination of its share capital.

15.2 Where any difficulty arises in regard to any division, consolidation, or sub-division under this Bye-Law, the Board may settle the same as it thinks expedient and, in particular, may arrange for the sale of the shares representing fractions and the distribution of the net proceeds of sale in due proportion amongst the Shareholders who would have been entitled to the fractions, and for this purpose the Board may authorise some person to transfer the shares representing fractions to the purchaser thereof, who shall not be bound to see to the application of the purchase money nor shall his title to the shares be affected by any irregularity or invalidity in the proceedings relating to the sale.

15.3 Subject to the Companies Acts and to any confirmation or consent required by law or these Bye-Laws, the Company may by Resolution from time to time convert any preference shares into redeemable preference shares.

16. Reduction of capital.

16.1 Subject to the Companies Acts, its memorandum and any confirmation or consent required by law or these Bye-Laws, the Company may from time to time by Resolution authorise the reduction of its issued share capital or any share premium account in any manner.

16.2 In relation to any such reduction, the Company may by Resolution determine the terms upon which such reduction is to be effected including, in the case of a reduction of part only of a class of shares, those shares to be affected.

General meetings and resolutions in writing

17. General meetings and resolutions in writing.

17.1 Save and to the extent that the Company elects to dispense with the holding of one or more of its annual general meetings in the manner permitted by the Companies Acts, the Board shall convene and the Company shall hold general meetings as annual general meetings in accordance with the requirements of the Companies Acts at such times and places as the Board shall appoint. The Board may, whenever it thinks fit, and shall, when required by the Companies Acts, convene general meetings other than annual general meetings which shall be called special general meetings.

17.2 Except in the case of the removal of Auditors or Directors, anything which may be done by resolution of the Shareholders in general meeting or by resolution of any class of Shareholders in a separate general meeting may be done by resolution in writing, signed by the Shareholders (or the holders of such class of shares) who at the date of the notice of the resolution in writing represent the majority of votes that would be required if the resolution had been voted on at a meeting of the Shareholders. Such resolution in writing may be signed by the Shareholder or its proxy, or in the case of a Shareholder that is a corporation (whether or not a company within the meaning of the Companies Acts) by its representative on behalf of such Shareholder, in as many counterparts as may be necessary.

17.3 Notice of any resolution in writing to be made under this Bye-Law shall be given to all the Shareholders who would be entitled to attend a meeting and vote on the resolution. The requirement to give notice of any resolution in writing to be made under this Bye-Law to such Shareholders shall be satisfied by giving to those Shareholders a copy of that resolution in writing in the same manner that is required for a notice of a general meeting of the Company at which the resolution could have been considered, except that the length of the period of notice shall not apply. The date of the notice shall be set out in the copy of the resolution in writing.

17.4 The accidental omission to give notice, in accordance with this Bye-Law, of a resolution in writing to, or the non-receipt of such notice by, any person entitled to receive such notice shall not invalidate the passing of the resolution in writing.

17.5 For the purposes of this Bye-Law, the date of the resolution in writing is the date when the resolution in writing is signed by, or on behalf of, the Shareholder who establishes the majority of votes required for the passing of the resolution in writing and any reference in any enactment to the date of passing of a resolution is, in relation to a resolution in writing made in accordance with this Bye-Law, a reference to such date.

17.6 A resolution in writing made in accordance with this Bye-Law is as valid as if it had been passed by the Company in general meeting or, if applicable, by a meeting of the relevant class of Shareholders of the Company, as the case may be. A resolution in writing made in accordance with this Bye-Law shall constitute minutes for the purposes of the Companies Acts and these Bye-Laws.

18. Notice of general meetings.

18.1 An annual general meeting shall be called by not less than five (5) days' notice in writing and a special general meeting shall be called by not less than five (5) days' notice in writing. The notice shall be exclusive of the day on which it is served or deemed to be served and of the day for which it is given, and shall specify the place, day and time of the meeting, and, the nature of the business to be considered. Notice of every general meeting shall be given in any manner permitted by these Bye-Laws to all Shareholders other than such as, under the provisions of these Bye-Laws or the terms of issue of the shares they hold, are not entitled to receive such notice from the Company and every Director and to any Resident Representative who or which has delivered a written notice upon the Registered Office requiring that such notice be sent to him or it.

Notwithstanding that a meeting of the Company is called by shorter notice than that specified in this Bye-Law, it shall be deemed to have been duly called if it is so agreed:

(a) in the case of a meeting called as an annual general meeting, by all the Shareholders entitled to attend and vote thereat;

(b) in the case of any other meeting, by a majority in number of the Shareholders having the right to attend and vote at the meeting, being a majority together holding not less than ninety-five per cent (95%) in nominal value of the shares giving that right.

18.2 The accidental omission to give notice of a meeting or (in cases where instruments of proxy are sent out with the notice) the accidental omission to send such instrument of proxy to, or the non-receipt of notice of a meeting or such instrument of proxy by, any person entitled to receive such notice shall not invalidate the proceedings at that meeting.

18.3 The Board may cancel or postpone a meeting of the Shareholders after it has been convened and notice of such cancellation or postponement shall be served in accordance with these Bye-Laws upon all Shareholders entitled to notice of the meeting so cancelled or postponed setting out, where the meeting is postponed to a specific date, notice of the new meeting in accordance with this Bye-Law.

19. Proceedings at general meetings.

19.1 In accordance with the Companies Acts, a general meeting may be held with only one individual present provided that the requirement for a quorum is satisfied. No business shall be transacted at any general meeting unless a quorum is present when the meeting proceeds to business, but the absence of a quorum shall not preclude the appointment, choice or election of a chairman, which shall not be treated as part of the business of the meeting. Save as otherwise provided by these Bye-Laws, at least one Shareholder present in person or by proxy and entitled to vote shall be a quorum for all purposes.

19.2 If within five (5) minutes (or such longer time as the chairman of the meeting may determine to wait) after the time appointed for the meeting, a quorum is not present, the meeting, if convened on the requisition of Shareholders, shall be dissolved. In any other case, it shall stand adjourned to such other day and such other time and place as the chairman of the meeting may determine and at such adjourned meeting one Shareholder present in person or by proxy (whatever the number of shares held by him) and entitled to vote shall be a quorum. The Company shall give not less

than five (5) days' notice of any meeting adjourned through want of a quorum and such notice shall state that the one Shareholder present in person or by proxy (whatever the number of shares held by them) and entitled to vote shall be a quorum.

19.3 A meeting of the Shareholders or any class thereof may be held by means of such telephone, electronic or other communication facilities (including, without limiting the generality of the foregoing, by telephone, or by video conferencing) as to permit all persons participating in the meeting to communicate with each other simultaneously and instantaneously, and participation in such a meeting shall constitute presence in person at such meeting.

19.4 Each Director, and upon giving the notice referred to in Bye-Law 18.1 above, the Resident Representative, if any, shall be entitled to attend and speak at any general meeting of the Company.

19.5 The Board may choose one of their number to preside as chairman at every general meeting. If there is no such chairman, or if at any meeting the chairman is not present within five (5) minutes after the time appointed for holding the meeting, or is not willing to act as chairman, the Directors present shall choose one of their number to act or if only one Director is present he shall preside as chairman if willing to act. If no Director is present, or if each of the Directors present declines to take the chair, the persons present and entitled to vote on a poll shall elect one of their number to be chairman.

19.6 The chairman of the meeting may, with the consent by resolution of any meeting at which a quorum is present (and shall if so directed by the meeting), adjourn the meeting from time to time and from place to place but no business shall be transacted at any adjourned meeting except business which might lawfully have been transacted at the meeting from which the adjournment took place. When a meeting is adjourned for three (3) months or more, notice of the adjourned meeting shall be given as in the case of an original meeting. Save as expressly provided by these Bye-Laws, it shall not be necessary to give any notice of an adjournment or of the business to be transacted at an adjourned meeting.

20. Voting.

20.1 Save where a greater majority is required by the Companies Acts or these Bye-Laws, any question proposed for consideration at any general meeting shall be decided on by a simple majority of votes cast.

20.2 At any general meeting, a resolution put to the vote of the meeting shall be decided on a show of hands or by a count of votes received in the form of electronic records, unless (before or on the declaration of the result of the show of hands or count of votes received as electronic records or on the withdrawal of any other demand for a poll) a poll is demanded by:

- (a) the chairman of the meeting; or
- (b) at least three (3) Shareholders present in person or represented by proxy; or
- (c) any Shareholder or Shareholders present in person or represented by proxy and holding between them not less than one tenth (1/10) of the total voting rights of all the Shareholders having the right to vote at such meeting; or
- (d) a Shareholder or Shareholders present in person or represented by proxy holding shares conferring the right to vote at such meeting, being shares on which an aggregate sum has been paid up equal to not less than one tenth (1/10) of the total sum paid up on all such shares conferring such right.

The demand for a poll may be withdrawn by the person or any of the persons making it at any time prior to the declaration of the result. Unless a poll is so demanded and the demand is not withdrawn, a declaration by the chairman that a resolution has, on a show of hands or count of votes received as electronic records, been carried or carried unanimously or by a particular majority or not carried by a particular majority or lost shall be final and conclusive, and an entry to that effect in the minute book of the Company shall be conclusive evidence of the fact without proof of the number or proportion of votes recorded for or against such resolution.

20.3 If a poll is duly demanded, the result of the poll shall be deemed to be the resolution of the meeting at which the poll is demanded.

20.4 A poll demanded on the election of a chairman, or on a question of adjournment, shall be taken forthwith. A poll demanded on any other question shall be taken in such manner and either forthwith or at such time (being not later than three (3) months after the date of the demand) and place as the chairman shall direct. It shall not be necessary (unless the chairman otherwise directs) for notice to be given of a poll.

20.5 The demand for a poll shall not prevent the continuance of a meeting for the transaction of any business other than the question on which the poll has been demanded and it may be withdrawn at any time before the close of the meeting or the taking of the poll, whichever is the earlier.

20.6 On a poll, votes may be cast either personally or by proxy.

20.7 A person entitled to more than one vote on a poll need not use all his votes or cast all the votes he uses in the same way.

20.8 In the case of an equality of votes at a general meeting, whether on a show of hands or count of votes received as electronic records or on a poll, the chairman of such meeting shall not be entitled to a second or casting vote and the resolution shall fail.

20.9 In the case of joint holders of a share, the vote of the senior who tenders a vote, whether in person or by proxy, shall be accepted to the exclusion of the votes of the other joint holders, and for this purpose seniority shall be determined by the order in which the names stand in the Register in respect of the joint holding.

20.10 A Shareholder who is a patient for any purpose of any statute or applicable law relating to mental health or in respect of whom an order has been made by any Court having jurisdiction for the protection or management of the affairs of persons incapable of managing their own affairs may vote, whether on a show of hands or on a poll, by his receiver, committee, curator bonis or other person in the nature of a receiver, committee or curator bonis appointed by such Court and such receiver, committee, curator bonis or other person may vote on a poll by proxy, and may otherwise act and be treated as such Shareholder for the purpose of general meetings.

20.11 No Shareholder shall, unless the Board otherwise determines, be entitled to vote at any general meeting unless all calls or other sums presently payable by him in respect of shares in the Company have been paid.

20.12 If:

- (a) any objection shall be raised to the qualification of any voter; or,
- (b) any votes have been counted which ought not to have been counted or which might have been rejected; or,
- (c) any votes are not counted which ought to have been counted,

the objection or error shall not vitiate the decision of the meeting or adjourned meeting on any resolution unless the same is raised or pointed out at the meeting or, as the case may be, the adjourned meeting at which the vote objected to is given or tendered or at which the error occurs. Any objection or error shall be referred to the chairman of the meeting and shall only vitiate the decision of the meeting on any resolution if the chairman decides that the same may have affected the decision of the meeting. The decision of the chairman on such matters shall be final and conclusive.

21. Proxies and corporate representatives.

21.1 The instrument appointing a proxy or corporate representative shall be in writing executed by the appointor or his attorney authorised by him in writing or, if the appointor is a corporation, either under its Seal or executed by an officer, attorney or other person authorised to sign the same.

21.2 Any Shareholder may appoint a proxy or (if a corporation) representative for a specific general meeting, and adjournments thereof, or may appoint a standing proxy or (if a corporation) representative, by serving on the Company at the Registered Office, or at such place or places as the Board may otherwise specify for the purpose, a proxy or (if a corporation) an authorisation. Any standing proxy or authorisation shall be valid for all general meetings and adjournments thereof or resolutions in writing, as the case may be, until notice of revocation is received at the Registered Office or at such place or places as the Board may otherwise specify for the purpose. Where a standing proxy or authorisation exists, its operation shall be deemed to have been suspended at any general meeting or adjournment thereof at which the Shareholder is present or in respect to which the Shareholder has specially appointed a proxy or representative. The Board may from time to time require such evidence as it shall deem necessary as to the due execution and continuing validity of any standing proxy or authorisation and the operation of any such standing proxy or authorisation shall be deemed to be suspended until such time as the Board determines that it has received the requested evidence or other evidence satisfactory to it.

21.3 Notwithstanding Bye-Law 21.2, a Shareholder may appoint a proxy which shall be irrevocable in accordance with its terms and the holder thereof shall be the only person entitled to vote the relevant shares at any meeting of the shareholders at which such holder is present. Notice of the appointment of any such proxy shall be given to the Company at its Registered Office, and shall include the name, address, telephone number and electronic mail address of the proxy holder. The Company shall give to the proxy holder notice of all meetings of Shareholders of the Company and shall be obliged to recognise the holder of such proxy until such time as the holder notifies the Company in writing that the proxy is no longer in force.

21.4 Subject to Bye-Law 21.2 and 21.3, the instrument appointing a proxy or corporate representative together with such other evidence as to its due execution as the Board may from time to time require, shall be delivered at the Registered Office (or at such place as may be specified in the notice convening the meeting or in any notice of any adjournment or, in either case or the case of a resolution in writing, in any document sent therewith) prior to the holding of the relevant meeting or adjourned meeting at which the person named in the instrument proposes to vote or, in the case of a poll taken subsequently to the date of a meeting or adjourned meeting, before the time appointed for the taking of the poll, or, in the case of a resolution in writing, prior to the effective date of the resolution in writing and in default the instrument of proxy or authorisation shall not be treated as valid.

21.5 Subject to Bye-Law 21.2 and 21.3, the decision of the chairman of any general meeting as to the validity of any appointments of a proxy shall be final.

21.6 Instruments of proxy or authorisation shall be in any common form or in such other form as the Board may approve and the Board may, if it thinks fit, send out with the notice of any meeting or any resolution in writing forms of instruments of proxy or authorisation for use at that meeting or in connection with that resolution in writing. The instrument of proxy shall be deemed to confer authority to demand or join in demanding a poll, to speak at the meeting and to vote on any amendment of a resolution in writing or amendment of a resolution put to the meeting for which it

is given as the proxy thinks fit. The instrument of proxy or authorisation shall, unless the contrary is stated therein, be valid as well for any adjournment of the meeting as for the meeting to which it relates.

21.7 A vote given in accordance with the terms of an instrument of proxy or authorisation shall be valid notwithstanding the previous death or unsoundness of mind of the principal, or revocation of the instrument of proxy or of the corporate authority, provided that no intimation in writing of such death, unsoundness of mind or revocation shall have been received by the Company at the Registered Office (or such other place as may be specified for the delivery of instruments of proxy or authorisation in the notice convening the meeting or other documents sent therewith) at least one hour before the commencement of the meeting or adjourned meeting, or the taking of the poll, or the day before the effective date of any resolution in writing at which the instrument of proxy or authorisation is used.

21.8 Subject to the Companies Acts, the Board may at its discretion waive any of the provisions of these Bye-Laws related to proxies or authorisations and, in particular, may accept such verbal or other assurances as it thinks fit as to the right of any person to attend, speak and vote on behalf of any Shareholder at general meetings or to sign resolutions in writing.

Board of directors

22. Appointment and removal of directors.

22.1 The number of Directors shall be at least one (1) Director and not more than six (6) Directors or such numbers in excess thereof as the Company by Resolution may from time to time determine and, subject to the Companies Acts and these Bye-Laws, the Directors shall be elected or appointed by the Company by Resolution and shall serve for such term as the Company by Resolution may determine, or in the absence of such determination, until the termination of the next annual general meeting following their appointment. All Directors, upon election or appointment (except upon re-election at an annual general meeting), must provide written acceptance of their appointment, in such form as the Board may think fit, by notice in writing to the Registered Office within thirty (30) days of their appointment.

22.2 In the event that there shall be, at any time and whether through lapse of term, death, resignation, retirement or otherwise, no Directors in office, the Shareholders entitled to vote at a general meeting where Directors would be elected or appointed may unanimously give notice to the Secretary appointing one or more Directors to serve until the termination of the next annual general meeting. If no such appointment is made within seven (7) days of the cessation of the active service of the last remaining Director on the Board, the Secretary shall forthwith call a general meeting for the purpose solely of electing or appointing a Director or Directors, to serve for such term as the Company by Resolution may determine, or in the absence of such determination, until the next annual general meeting following their appointment. Any Director appointed pursuant to this Bye-Law shall provide written acceptance of their appointment by notice in writing to the Registered Office within thirty (30) days of their appointment.

22.3 The Company may by Resolution increase the maximum number of Directors. Any one or more vacancies in the Board not filled by the Shareholders at any general meeting of the Shareholders shall be deemed casual vacancies for the purposes of these Bye-Laws. Without prejudice to the power of the Company by Resolution in pursuance of any of the provisions of these Bye-Laws to appoint any person to be a Director, the Board, so long as a quorum of Directors remains in office, shall have power at any time and from time to time to appoint any person to be a Director so as to fill a casual vacancy.

22.4 The Company may in a special general meeting called for that purpose remove a Director, provided notice of any such meeting shall be served upon the Director concerned not less than fourteen (14) days before the meeting and he shall be entitled to be heard at that meeting. Any vacancy created by the removal of a Director at a special general meeting may be filled at the meeting by the election of another Director in his place or, in the absence of any such election, by the Board.

23. Resignation and disqualification of directors. The office of a Director shall be vacated upon the happening of any of the following events:

23.1 if he resigns his office by notice in writing delivered to the Registered Office or tendered at a meeting of the Board;

23.2 if he becomes of unsound mind or a patient for any purpose of any statute or applicable law relating to mental health and the Board resolves that his office is vacated;

23.3 if he becomes bankrupt under the laws of any country or compounds with his creditors;

23.4 if he is prohibited by law from being a Director or, in the case of a corporate Director, is otherwise unable to carry on or transact business; or

23.5 if he ceases to be a Director by virtue of the Companies Acts or is removed from office pursuant to these Bye-Laws.

24. Alternate directors.

24.1 A Director may appoint and remove his own Alternate Director. Any appointment or removal of an Alternate Director by a Director shall be effected by delivery of a written notice of appointment or removal to the Secretary at the Registered Office, signed by such Director, and such notice shall be effective immediately upon receipt or on any later date specified in that notice. Any Alternate Director may be removed by resolution of the Board. Subject to aforesaid,

the office of Alternate Director shall continue until the next annual election of Directors or, if earlier, the date on which the relevant Director ceases to be a Director. An Alternate Director may also be a Director in his own right and may act as alternate to more than one Director.

24.2 An Alternate Director shall be entitled to receive notices of all meetings of Directors, to attend, be counted in the quorum and vote at any such meeting at which any Director to whom he is alternate is not personally present, and generally to perform all the functions of any Director to whom he is alternate in his absence.

24.3 Every person acting as an Alternate Director shall (except as regards powers to appoint an alternate and remuneration) be subject in all respects to the provisions of these Bye-Laws relating to Directors and shall alone be responsible to the Company for his acts and defaults and shall not be deemed to be the agent of or for any Director for whom he is alternate. An Alternate Director may be paid expenses and shall be entitled to be indemnified by the Company to the same extent *mutatis mutandis* as if he were a Director. Every person acting as an Alternate Director shall have one vote for each Director for whom he acts as alternate (in addition to his own vote if he is also a Director). The signature of an Alternate Director to any resolution in writing of the Board or a committee of the Board shall, unless the terms of his appointment provides to the contrary, be as effective as the signature of the Director or Directors to whom he is alternate.

25. Directors' fees and additional remuneration and expenses. The amount, if any, of Directors' fees shall from time to time be determined by the Company by Resolution or in the absence of such a determination, by the Board. Unless otherwise determined to the contrary, such fees shall be deemed to accrue from day-to-day. Each Director may be paid his reasonable travel, hotel and incidental expenses for attending and returning from meetings of the Board or committees constituted pursuant to these Bye-Laws or general meetings and shall be paid all expenses properly and reasonably incurred by him in the conduct of the Company's business or in the discharge of his duties as a Director. Any Director who, by request, goes or resides abroad for any purposes of the Company or who performs services which in the opinion of the Board go beyond the ordinary duties of a Director may be paid such extra remuneration (whether by way of salary, commission, participation in profits or otherwise) as the Board may determine, and such extra remuneration shall be in addition to any remuneration provided for by or pursuant to any other Bye-Law.

26. Directors' interests.

26.1 A Director may hold any other office or place of profit with the Company (except that of Auditor) in conjunction with his office of Director for such period and upon such terms as the Board may determine, and may be paid such extra remuneration therefor (whether by way of salary, commission, participation in profits or otherwise) as the Board may determine, and such extra remuneration shall be in addition to any remuneration provided for by or pursuant to any other Bye-Law.

26.2 A Director may act by himself or his firm in a professional capacity for the Company (other than as Auditor) and he or his firm shall be entitled to remuneration for professional services as if he were not a Director.

26.3 Subject to the provisions of the Companies Acts, a Director may notwithstanding his office be a party to, or otherwise interested in, any transaction or arrangement with the Company or in which the Company is otherwise interested; and be a director or other officer of, or employed by, or a party to any transaction or arrangement with, or otherwise interested in, any body corporate promoted by the Company or in which the Company is interested. The Board may also cause the voting power conferred by the shares in any other company held or owned by the Company to be exercised in such manner in all respects as it thinks fit, including the exercise thereof in favour of any resolution appointing the Directors or any of them to be directors or officers of such other company, or voting or providing for the payment of remuneration to the directors or officers of such other company.

26.4 So long as, where it is necessary, he declares the nature of his interest at the first opportunity at a meeting of the Board or by writing to the Directors as required by the Companies Acts, a Director shall not by reason of his office be accountable to the Company for any benefit which he derives from any office or employment to which these Bye-Laws allow him to be appointed or from any transaction or arrangement in which these Bye-Laws allow him to be interested, and no such transaction or arrangement shall be liable to be avoided on the ground of any interest or benefit.

26.5 Subject to the Companies Acts and any further disclosure required thereby, a general notice to the Directors by a Director or Officer declaring that he is a director or officer or has an interest in a person and is to be regarded as interested in any transaction or arrangement made with that person, shall be a sufficient declaration of interest in relation to any transaction or arrangement so made.

Powers and duties of the board

27. Powers and duties of the board.

27.1 Subject to the provisions of the Companies Acts and these Bye-Laws, the Board shall manage the business of the Company and may pay all expenses incurred in promoting and incorporating the Company and may exercise all the powers of the Company. No alteration of these Bye-Laws and no such direction shall invalidate any prior act of the Board which would have been valid if that alteration had not been made or that direction had not been given. The powers given by this Bye-Law shall not be limited by any special power given to the Board by these Bye-Laws and a meeting of the Board at which a quorum is present shall be competent to exercise all the powers, authorities and discretions for the time being vested in or exercisable by the Board.

27.2 The Board may exercise all the powers of the Company except those powers that are required by the Companies Acts or these Bye-Laws to be exercised by the Shareholders.

27.3 The Board on behalf of the Company may provide benefits, whether by the payment of gratuities or pensions or otherwise, for any person including any Director or former Director who has held any executive office or employment with the Company or with anybody corporate which is or has been a subsidiary or affiliate of the Company or a predecessor in the business of the Company or of any such subsidiary or affiliate, and to any member of his family or any person who is or was dependent on him, and may contribute to any fund and pay premiums for the purchase or provision of any such gratuity, pension or other benefit, or for the insurance of any such person.

27.4 The Board may from time to time appoint one or more of its body to be a managing director, joint managing director or an assistant managing director or to hold any other employment or executive office with the Company for such period and upon such terms as the Board may determine and may revoke or terminate any such appointments. Any such revocation or termination as aforesaid shall be without prejudice to any claim for damages that such Director may have against the Company or the Company may have against such Director for any breach of any contract of service between him and the Company which may be involved in such revocation or termination. Any person so appointed shall receive such remuneration (if any) (whether by way of salary, commission, participation in profits or otherwise) as the Board may determine, and either in addition to or in lieu of his remuneration as a Director.

28. Delegation of the board's powers.

28.1 The Board may by power of attorney appoint any company, firm or person or any fluctuating body of persons, whether nominated directly or indirectly by the Board, to be the attorney or attorneys of the Company for such purposes and with such powers, authorities and discretions (not exceeding those vested in or exercisable by the Board under these Bye-Laws) and for such period and subject to such conditions as it may think fit, and any such power of attorney may contain such provisions for the protection and convenience of persons dealing with any such attorney and of such attorney as the Board may think fit, and may also authorise any such attorney to sub-delegate all or any of the powers, authorities and discretions vested in him. Such attorney may, if so authorised by the power of attorney, execute any deed, instrument or other document on behalf of the Company.

28.2 The Board may entrust to and confer upon any Director, Officer or, without prejudice to the provisions of Bye-Law 28.3, other person any of the powers, authorities and discretions exercisable by it upon such terms and conditions with such restrictions as it thinks fit, and either collaterally with, or to the exclusion of, its own powers, authorities and discretions, and may from time to time revoke or vary all or any of such powers, authorities and discretions, but no person dealing in good faith and without notice of such revocation or variation shall be affected thereby.

28.3 The Board may delegate any of its powers, authorities and discretions to committees, consisting of such person or persons (whether a member or members of its body or not) as it thinks fit. Any committee so formed shall, in the exercise of the powers, authorities and discretions so delegated, and in conducting its proceedings conform to any regulations which may be imposed upon it by the Board. If no regulations are imposed by the Board the proceedings of a committee with two (2) or more members shall be, as far as is practicable, governed by the Bye-Laws regulating the proceedings of the Board.

29. Proceedings of the board.

29.1 The Board may meet for the despatch of business, adjourn and otherwise regulate its meetings as it thinks fit. Questions arising at any meeting shall be determined by a majority of votes. In the case of an equality of votes, the motion shall be deemed to have been lost. A Director may, and the Secretary on the requisition of a Director shall, at any time summon a meeting of the Board.

29.2 Notice of a meeting of the Board may be given to a Director by word of mouth or in any manner permitted by these Bye-Laws. A Director may retrospectively waive the requirement for notice of any meeting by consenting in writing to the business conducted at the meeting.

29.3 The quorum necessary for the transaction of the business of the Board may be fixed by the Board and, unless so fixed at any other number, shall be two (2) persons. Any Director who ceases to be a Director at a meeting of the Board may continue to be present and to act as a Director and be counted in the quorum until the termination of the meeting if no other Director objects and if otherwise a quorum of Directors would not be present.

29.4 A Director who to his knowledge is in any way, whether directly or indirectly, interested in a contract or proposed contract, transaction or arrangement with the Company and has complied with the provisions of the Companies Acts and these Bye-Laws with regard to disclosure of his interest shall be entitled to vote in respect of any contract, transaction or arrangement in which he is so interested and if he shall do so his vote shall be counted, and he shall be taken into account in ascertaining whether a quorum is present.

29.5 The Resident Representative shall, upon delivering written notice of an address for the purposes of receipt of notice to the Registered Office, be entitled to receive notice of, attend and be heard at, and to receive minutes of all meetings of the Board.

29.6 So long as a quorum of Directors remains in office, the continuing Directors may act notwithstanding any vacancy in the Board but, if no such quorum remains, the continuing Directors or a sole continuing Director may act only for the purpose of calling a general meeting.

29.7 The Board may choose one of their number to preside as chairman at every meeting of the Board. If there is no such chairman, or if at any meeting the chairman is not present within five (5) minutes after the time appointed for holding the meeting, or is not willing to act as chairman, the Directors present may choose one of their number to be chairman of the meeting.

29.8 The meetings and proceedings of any committee consisting of two (2) or more members shall be governed by the provisions contained in these Bye-Laws for regulating the meetings and proceedings of the Board so far as the same are applicable and are not superseded by any regulations imposed by the Board.

29.9 A resolution in writing signed by all the Directors for the time being entitled to receive notice of a meeting of the Board (or by an Alternate Director, as provided for in these Bye-Laws) or by all the members of a committee for the time being shall be as valid and effectual as a resolution passed at a meeting of the Board or, as the case may be, of such committee duly called and constituted. Such resolution may be contained in one document or in several documents in the like form each signed by one or more of the Directors or members of the committee concerned.

29.10 A meeting of the Board or a committee appointed by the Board may be held by means of such telephone, electronic or other communication facilities (including, without limiting the generality of the foregoing, by telephone or by video conferencing) as permit all persons participating in the meeting to communicate with each other simultaneously and instantaneously and participation in such a meeting shall constitute presence in person at such meeting. Such a meeting shall be deemed to take place where the largest group of those Directors participating in the meeting are physically assembled, or, if there is no such group, where the chairman of the meeting then is.

29.11 All acts done by the Board or by any committee or by any person acting as a Director or member of a committee or any person duly authorised by the Board or any committee shall, notwithstanding that it is afterwards discovered that there was some defect in the appointment of any member of the Board or such committee or person acting as aforesaid or that they or any of them were disqualified or had vacated their office, be as valid as if every such person had been duly appointed and was qualified and had continued to be a Director, member of such committee or person so authorised.

29.12 If the Company has elected to have a sole Director, the provisions contained in this Bye-Law for meetings of the Directors do not apply and such sole Director has full power to represent and act for the Company in all matters as are not by the Companies Acts, its memorandum or the Bye-Laws required to be exercised by the Shareholders. In lieu of minutes of a meeting, the sole Director shall record in writing and sign a note or memorandum of all matters requiring a resolution of Directors. Such a note or memorandum constitutes sufficient evidence of such resolution for all purposes.

Officers

30. Officers.

30.1 The Officers of the Company, who may or may not be Directors, may be appointed by the Board at any time. Any person appointed pursuant to this Bye-Law shall hold office for such period and upon such terms as the Board may determine and the Board may revoke or terminate any such appointment. Any such revocation or termination shall be without prejudice to any claim for damages that such Officer may have against the Company or the Company may have against such Officer for any breach of any contract of service between him and the Company which may be involved in such revocation or termination. Save as provided in the Companies Acts or these Bye-Laws, the powers and duties of the Officers of the Company shall be such (if any) as are determined from time to time by the Board.

30.2 The provisions of these Bye-Laws as to resignation and disqualification of Directors shall mutatis mutandis apply to the resignation and disqualification of Officers.

Minutes

31. Minutes.

31.1 The Board shall cause minutes to be made and books kept for the purpose of recording:

- (a) all appointments of Officers made by the Board;
- (b) the names of the Directors and other persons (if any) present at each meeting of the Board and of any committee; and
- (c) all proceedings at meetings of the Company, of the holders of any class of shares in the Company, of the Board and of committees appointed by the Board or the Shareholders.

31.2 Shareholders shall only be entitled to see the register of Directors and Officers, the Register, the financial information provided for in Bye-Law 38.3 and the minutes of meetings of the Shareholders of the Company.

Secretary and resident representative

32. Secretary and resident representative.

32.1 The Secretary (including one or more deputy or assistant secretaries) and, if required, the Resident Representative, shall be appointed by the Board at such remuneration (if any) and upon such terms as it may think fit and any Secretary and Resident Representative so appointed may be removed by the Board. The duties of the Secretary and the duties of the Resident Representative shall be those prescribed by the Companies Acts together with such other duties as shall from time to time be prescribed by the Board.

32.2 A provision of the Companies Acts or these Bye-Laws requiring or authorising a thing to be done by or to a Director and the Secretary shall not be satisfied by its being done by or to the same person acting both as Director and as, or in the place of, the Secretary.

The seal

33. The seal.

33.1 The Board may authorise the production of a common seal of the Company and one or more duplicate common seals of the Company, which shall consist of a circular device with the name of the Company around the outer margin thereof and the country and year of registration in Bermuda across the centre thereof.

33.2 Any document required to be under seal or executed as a deed on behalf of the Company may be:

- (a) executed under the Seal in accordance with these Bye-Laws; or
- (b) signed or executed by any person authorised by the Board for that purpose, without the use of the Seal.

33.3 The Board shall provide for the custody of every Seal. A Seal shall only be used by authority of the Board or of a committee constituted by the Board. Subject to these Bye-Laws, any instrument to which a Seal is affixed shall be attested by the signature of:

- (a) a Director; or
- (b) the Secretary; or
- (c) any one person authorised by the Board for that purpose.

Dividends and other payments

34. Dividends and other payments.

34.1 The Board may from time to time declare dividends or distributions out of contributed surplus to be paid to the Shareholders according to their rights and interests, including such interim dividends as appear to the Board to be justified by the position of the Company. The Board, in its discretion, may determine that any dividend shall be paid in cash or shall be satisfied, subject to Bye-Law 36, in paying up in full shares in the Company to be issued to the Shareholders credited as fully paid or partly paid or partly in one way and partly the other. The Board may also pay any fixed cash dividend which is payable on any shares of the Company half yearly or on such other dates, whenever the position of the Company, in the opinion of the Board, justifies such payment.

34.2 Except insofar as the rights attaching to, or the terms of issue of, any share otherwise provide:

(a) all dividends or distributions out of contributed surplus may be declared and paid according to the amounts paid up on the shares in respect of which the dividend or distribution is paid, and an amount paid up on a share in advance of calls may be treated for the purpose of this Bye-Law as paid-up on the share;

(b) dividends or distributions out of contributed surplus may be apportioned and paid pro rata according to the amounts paid-up on the shares during any portion or portions of the period in respect of which the dividend or distribution is paid.

34.3 The Board may deduct from any dividend, distribution or other monies payable to a Shareholder by the Company on or in respect of any shares all sums of money (if any) presently payable by him to the Company on account of calls or otherwise in respect of shares of the Company.

34.4 No dividend, distribution or other monies payable by the Company on or in respect of any share shall bear interest against the Company.

34.5 Any dividend, distribution or interest, or part thereof payable in cash, or any other sum payable in cash to the holder of shares may be paid by cheque or warrant sent through the post or by courier addressed to the holder at his address in the Register or, in the case of joint holders, addressed to the holder whose name stands first in the Register in respect of the shares at his registered address as appearing in the Register or addressed to such person at such address as the holder or joint holders may in writing direct. Every such cheque or warrant shall, unless the holder or joint holders otherwise direct, be made payable to the order of the holder or, in the case of joint holders, to the order of the holder whose name stands first in the Register in respect of such shares, and shall be sent at his or their risk and payment of the cheque or warrant by the bank on which it is drawn shall constitute a good discharge to the Company. Any one of two (2) or more joint holders may give effectual receipts for any dividends, distributions or other monies payable or property distributable in respect of the shares held by such joint holders.

34.6 Any dividend or distribution out of contributed surplus unclaimed for a period of six (6) years from the date of declaration of such dividend or distribution shall be forfeited and shall revert to the Company and the payment by the Board of any unclaimed dividend, distribution, interest or other sum payable on or in respect of the share into a separate account shall not constitute the Company a trustee in respect thereof.

34.7 The Board may also, in addition to its other powers, direct payment or satisfaction of any dividend or distribution out of contributed surplus wholly or in part by the distribution of specific assets, and in particular of paid-up shares or debentures of any other company, and where any difficulty arises in regard to such distribution or dividend, the Board may settle it as it thinks expedient, and in particular, may authorise any person to sell and transfer any fractions or may ignore fractions altogether, and may fix the value for distribution or dividend purposes of any such specific assets and

may determine that cash payments shall be made to any Shareholders upon the footing of the values so fixed in order to secure equality of distribution and may vest any such specific assets in trustees as may seem expedient to the Board, provided that such dividend or distribution may not be satisfied by the distribution of any partly paid shares or debentures of any company without the sanction of a Resolution.

35. Reserves. The Board may, before declaring any dividend or distribution out of contributed surplus, set aside such sums as it thinks proper as reserves which shall, at the discretion of the Board, be applicable for any purpose of the Company and pending such application may, also at such discretion, either be employed in the business of the Company or be invested in such investments as the Board may from time to time think fit. The Board may also without placing the same to reserve carry forward any sums which it may think it prudent not to distribute.

Capitalisation of profits

36. Capitalisation of profits.

36.1 The Board may from time to time resolve to capitalise all or any part of any amount for the time being standing to the credit of any reserve or fund which is available for distribution or to the credit of any share premium account and accordingly that such amount be set free for distribution amongst the Shareholders or any class of Shareholders who would be entitled thereto if distributed by way of dividend and in the same proportions, on the footing that the same be not paid in cash but be applied either in or towards paying up amounts for the time being unpaid on any shares in the Company held by such Shareholders respectively or in payment up in full of unissued shares, debentures or other obligations of the Company, to be allotted and distributed credited as fully paid amongst such Shareholders, or partly in one way and partly in the other, provided that for the purpose of this Bye-Law, a share premium account may be applied only in paying up of unissued shares to be issued to such Shareholders credited as fully paid.

36.2 Where any difficulty arises in regard to any distribution under this Bye-Law, the Board may settle the same as it thinks expedient and, in particular, may authorise any person to sell and transfer any fractions or may resolve that the distribution should be as nearly as may be practicable in the correct proportion but not exactly so or may ignore fractions altogether, and may determine that cash payments should be made to any Shareholders in order to adjust the rights of all parties, as may seem expedient to the Board. The Board may appoint any person to sign on behalf of the persons entitled to participate in the distribution any contract necessary or desirable for giving effect thereto and such appointment shall be effective and binding upon the Shareholders.

Record dates

37. Record dates. Notwithstanding any other provisions of these Bye-Laws, the Company may by Resolution or the Board may fix any date as the record date for any dividend, distribution, allotment or issue and for the purpose of identifying the persons entitled to receive notices of any general meeting and to vote at any general meeting. Any such record date may be on or at any time before or after any date on which such dividend, distribution, allotment or issue is declared, paid or made or such notice is despatched.

Accounting records

38. Accounting records.

38.1 The Board shall cause to be kept accounting records sufficient to give a true and fair view of the state of the Company's affairs and to show and explain its transactions, in accordance with the Companies Acts.

38.2 The records of account shall be kept at the Registered Office or at such other place or places as the Board thinks fit, and shall at all times be open to inspection by the Directors, PROVIDED that if the records of account are kept at some place outside Bermuda, there shall be kept at an office of the Company in Bermuda such records as will enable the Directors to ascertain with reasonable accuracy the financial position of the Company at the end of each three (3) month period. No Shareholder (other than an Officer of the Company) shall have any right to inspect any accounting record or book or document of the Company except as conferred by law or authorised by the Board or by Resolution.

38.3 A copy of every balance sheet and statement of income and expenditure, including every document required by law to be annexed thereto, which is to be laid before the Company in general meeting, together with a copy of the Auditors' report, shall be sent to each person entitled thereto in accordance with the requirements of the Companies Acts.

Audit

39. Audit. Save and to the extent that an audit is waived in the manner permitted by the Companies Acts, Auditors shall be appointed and their duties regulated in accordance with the Companies Acts, any other applicable law and such requirements not inconsistent with the Companies Acts as the Board may from time to time determine.

Service of notices and other documents

40. Service of notices and other documents.

40.1 Any notice or other document (including but not limited to a share certificate, any notice of a general meeting of the Company, any instrument of proxy and any document to be sent in accordance with Bye-Law 38.3) may be sent to, served on or delivered to any Shareholder by the Company

- (a) personally;
- (b) by sending it through the post (by airmail where applicable) in a pre-paid letter addressed to such Shareholder at his address as appearing in the Register;
- (c) by sending it by courier to or leaving it at the Shareholder's address appearing in the Register;
- (d) where applicable, by sending it by e-mail or facsimile or other mode of representing or reproducing words in a legible and non-transitory form or by sending an electronic record of it by electronic means, in each case to an address or number supplied by such Shareholder for the purposes of communication in such manner; or
- (e) by publication of an electronic record of it on a website and notification of such publication (which shall include the address of the website, the place on the website where the document may be found, and how the document may be accessed on the website) by any of the methods set out in paragraphs (a), (b), (c) or (d) of this Bye-Law, in accordance with the Companies Acts.

In the case of joint holders of a share, service or delivery of any notice or other document on or to one of the joint holders shall for all purposes be deemed as sufficient service on or delivery to all the joint holders.

40.2 Any notice or other document shall be deemed to have been served on or delivered to any Shareholder by the Company

- (a) if sent by personal delivery, at the time of delivery;
- (b) if sent by post, forty-eight (48) hours after it was put in the post;
- (c) if sent by courier or facsimile, twenty-four (24) hours after sending;
- (d) if sent by e-mail or other mode of representing or reproducing words in a legible and non-transitory form or as an electronic record by electronic means, twelve (12) hours after sending; or
- (e) if published as an electronic record on a website, at the time that the notification of such publication shall be deemed to have been delivered to such Shareholder,

and in proving such service or delivery, it shall be sufficient to prove that the notice or document was properly addressed and stamped and put in the post, published on a website in accordance with the Companies Acts and the provisions of these Bye-Laws, or sent by courier, facsimile, e-mail or as an electronic record by electronic means, as the case may be, in accordance with these Bye-Laws.

Each Shareholder and each person becoming a Shareholder subsequent to the adoption of these Bye-Laws, by virtue of its holding or its acquisition and continued holding of a share, as applicable, shall be deemed to have acknowledged and agreed that any notice or other document (excluding a share certificate) may be provided by the Company by way of accessing them on a website instead of being provided by other means.

40.3 Any notice or other document delivered, sent or given to a Shareholder in any manner permitted by these Bye-Laws shall, notwithstanding that such Shareholder is then dead or bankrupt or that any other event has occurred, and whether or not the Company has notice of the death or bankruptcy or other event, be deemed to have been duly served or delivered in respect of any share registered in the name of such Shareholder as sole or joint holder unless his name shall, at the time of the service or delivery of the notice or document, have been removed from the Register as the holder of the share, and such service or delivery shall for all purposes be deemed as sufficient service or delivery of such notice or document on all persons interested (whether jointly with or as claiming through or under him) in the share.

40.4 Save as otherwise provided, the provisions of these Bye-Laws as to service of notices and other documents on Shareholders shall mutatis mutandis apply to service or delivery of notices and other documents to the Company or any Director, Alternate Director or Resident Representative pursuant to these Bye-Laws.

Winding up

41. Winding up. If the Company shall be wound up, the liquidator may, with the sanction of a Resolution of the Company and any other sanction required by the Companies Acts, divide amongst the Shareholders in specie or kind the whole or any part of the assets of the Company (whether they shall consist of property of the same kind or not) and may for such purposes set such values as he deems fair upon any property to be divided as aforesaid and may determine how such division shall be carried out as between the Shareholders or different classes of Shareholders. The liquidator may, with the like sanction, vest the whole or any part of such assets in trustees upon such trust for the benefit of the contributories as the liquidator, with the like sanction, shall think fit, but so that no Shareholder shall be compelled to accept any shares or other assets upon which there is any liability.

Indemnity

42. Indemnity.

42.1 Subject to the proviso below, every Indemnified Person shall be indemnified and held harmless out of the assets of the Company against all liabilities, loss, damage or expense (including but not limited to liabilities under contract, tort and statute or any applicable foreign law or regulation and all reasonable legal and other costs including defence costs incurred in defending any legal proceedings whether civil or criminal and expenses properly payable) incurred or suffered by him by or by reason of any act done, conceived in or omitted in the conduct of the Company's business or in the discharge of his duties and the indemnity contained in this Bye-Law shall extend to any Indemnified Person acting in any

office or trust in the reasonable belief that he has been appointed or elected to such office or trust notwithstanding any defect in such appointment or election PROVIDED ALWAYS that the indemnity contained in this Bye-Law shall not extend to any matter which would render it void pursuant to the Companies Acts.

42.2 No Indemnified Person shall be liable to the Company for the acts, defaults or omissions of any other Indemnified Person.

42.3 To the extent that any Indemnified Person is entitled to claim an indemnity pursuant to these Bye-Laws in respect of amounts paid or discharged by him, the relevant indemnity shall take effect as an obligation of the Company to reimburse the person making such payment or effecting such discharge.

42.4 Each Shareholder and the Company agree to waive any claim or right of action he or it may at any time have, whether individually or by or in the right of the Company, against any Indemnified Person on account of any action taken by such Indemnified Person or the failure of such Indemnified Person to take any action in the performance of his duties with or for the Company PROVIDED HOWEVER that such waiver shall not apply to any claims or rights of action arising out of the fraud of such Indemnified Person or to recover any gain, personal profit or advantage to which such Indemnified Person is not legally entitled.

42.5 The Company shall advance moneys to any Indemnified Person for the costs, charges, and expenses incurred by the Indemnified Person in defending any civil or criminal proceedings against them, on condition and receipt of an undertaking in a form satisfactory to the Company that the Indemnified Person shall repay such portion of the advance attributable to any claim of fraud or dishonesty if such a claim is proved against the Indemnified Person.

42.6 The advance of moneys shall not be paid unless the advance is duly authorised upon a determination that the indemnification of the Indemnified Person was appropriate because the Indemnified Person has met the standard of conduct which entitles the Indemnified Person to indemnification and further the determination referred to above must be made by a majority vote of the Board at a meeting duly constituted by a quorum of Directors not party to the proceedings in respect of which the indemnification is, or would be, claimed; or, in the case such meeting cannot be constituted by lack of disinterested quorum, by an independent third party; or, alternatively, by a majority vote of the Shareholders.

Amalgamation and merger

43. Amalgamation and merger. Any resolution proposed for consideration at any general meeting to approve the amalgamation or merger of the Company with any other company, wherever incorporated, shall require the approval of a simple majority of votes cast at such meeting and the quorum for such meeting shall be that required in Bye-Law 19.1 and a poll may be demanded in respect of such resolution in accordance with the provisions of Bye-Law 20.2.

Continuation

44. Continuation. Subject to the Companies Acts, the Board may approve the discontinuation of the Company in Bermuda and the continuation of the Company in a jurisdiction outside Bermuda. The Board, having resolved to approve the discontinuation of the Company, may further resolve not to proceed with any application to discontinue the Company in Bermuda or may vary such application as it sees fit.

Alteration of bye-laws

45. Alteration of bye-laws. These Bye-Laws may be amended from time to time by resolution of the Board, but subject to approval by Resolution.

Troisième résolution

Il a été décidé de reconnaître et d'accepter à la Date de Prise d'Effet la démission des gérants actuels de la Société à compter de la Date de Prise d'Effet et de donner décharge aux gérants pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la Date de Prise d'Effet.

Quatrième résolution

Il a été décidé de nommer, conformément au droit bermudien et à la Date de Prise d'Effet, un administrateur unique, à savoir M. Ronald Cami, ainsi que des dirigeants, à savoir M. Clive Denis Bode, M. David Bonderman, M. Ronald Cami,

M. James George Coulter, M. David Craig Reintjes, M. John Edward Viola, M. Steven Andrew Willmann et Appleby Services (Bermuda) Ltd. en tant que secrétaire de la Société conformément au droit bermudien jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle de la Société ou jusqu'à ce qu'il soit mis fin à la nomination conformément aux Statuts de la Société.

Cinquième résolution

Il a été décidé de demander à tout membre du conseil de gérance de la Société en fonction au moment opportun et à tout signataire autorisé d'Appleby (Bermuda) Limited (chacun, un «Mandataire»), chacun d'eux agissant individuellement, avec pleins pouvoirs de substitution, de prendre les mesures opportunes, réaliser toutes les formalités nécessaires et signer tous les documents requis sous le droit bermudien et demander au nom de la Société, au Registrar of Companies des Bermudes et au Bermuda Monetary Authority l'approbation de la Migration, et donner instruction à tout Mandataire,

chacun d'eux agissant individuellement, avec pleins pouvoirs de substitution, de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les résolutions soient adoptées sur les points de l'ordre du jour ci-dessus à mettre en oeuvre (y compris, s'il y a lieu, les modifications qui pourraient être apportées aux Documents Constitutifs sous la forme annexée à la procuration), et de signer tous les documents (y compris tout acte notarié) requis au titre des résolutions ci-dessus et notamment de rendre la Migration effective et opposable aux tiers, y compris de faire dûment reconnaître devant un notaire de son choix au Luxembourg, s'il y a lieu, l'immatriculation auprès du Registrar of Companies des Bermudes à Hamilton, Bermudes, et la survenance de la Date de Prise d'Effet.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de quelque nature que ce soit qui incomberont à la Société sont estimé à approximativement euros 3.000,-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du document à la personne comparante, qui a demandé que l'acte soit rédigé en anglais, ladite personne comparante a signé le présent acte original avec nous, Notaire, ayant une connaissance personnelle de la langue anglaise.

Le présent acte, rédigé en anglais, à l'exception d'une partie de la deuxième résolution, est suivie d'une traduction en langue française. En cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Signé: M. ESTEVES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 juillet 2014. Relation: LAC/2014/33152. Reçu douze euros (12,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014106221/2110.

(140125666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

ABC Legacy Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 119.039.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2014.

Référence de publication: 2014073520/10.

(140087097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2014.

AC. Bim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 21, Z.A. Am Bann.

R.C.S. Luxembourg B 73.956.

Les comptes annuels du 01/01/2013 au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014073521/10.

(140086342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2014.

AD Corporate Services S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 79.361.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014073522/10.

(140086644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2014.
